

REVUE de la CORSE

ANCIENNE et MODERNE

Historique, Littéraire et Bibliographique



SOMMAIRE

Pages

PITOLLET (CAMILLE). — <i>Notes d'un Officier de la Grande Armée</i> (Récit inédit).....	186
PIÉTRI (FR.). — <i>Lucien Bonaparte ; le 19 brumaire</i>	210
P. C. — <i>Napoléon et le suicide</i>	224
***. — <i>Si...</i>	228
BATTESTI (JULIE). — <i>L'organisation militaire de la Corse au temps de Paoli (II)</i>	230

AVIS

Nous prions nos abonnés de bien vouloir acquitter, eux-mêmes, le montant de leur abonnement pour l'année 1939.

Ce montant a été réduit pour cette année achevée à vingt francs, puisque les circonstances nous ont obligé à réduire également le nombre des numéros parus.

Pour diminuer les frais, nous conseillons d'utiliser notre compte postal 813-42, Paris et nous espérons que tout abonné, qui n'aura pas encore acquitté sa dette, voudra bien témoigner son encouragement et sa fidélité à notre œuvre, patriotique et désintéressée, par le versement de son abonnement réduit à vingt francs, à

M^r AMBROSI, Directeur de la *Revue de la Corse*
Compte de chèques 813-42 Paris.

DIRECTION :

Professeur A. AMBROSI-R., 107, Rue de Sévres, PARIS (VI^e)

COMPTE POSTAL : Paris 813.42

GEOGRAPHIE DE LA CORSE, in-8° de 95 pages
et 43 gravures, Par A. AMBROSI.

Prix : **10 frs (12 fr. 50 lco)**. La demander à la Revue

REVUE DE LA CORSE

ANCIENNE ET MODERNE

Malgré tout, la *Revue de la Corse* continue.
Malgré les circonstances tragiques que traverse la France, n'est-il pas nécessaire de maintenir une tradition et d'affirmer la confiance que tout Français doit avoir dans le résultat final du conflit, qui lui a été imposé, en maintenant une publication dont beaucoup de nos abonnés nous ont dit l'intérêt et même l'utilité. Nous croyons servir nos compatriotes et prouver que l'avenir de la France, partant de la Corse, ne sera pas moins beau que son passé.

Toutefois nous reconnaissons que les difficultés de l'œuvre ont augmenté : difficultés matérielles et industrielles. Les ressources ont diminué, tandis que les dépenses ont augmenté. Les collaborateurs sont, pour le plus grand nombre, empêchés. La presse entière connaît en France les mêmes difficultés. Le visa de la censure vient compliquer le travail de la rédaction, et la *Revue de la Corse* connaît les mêmes ennuis que tous ses confrères. Nous devons donc imiter les plus fortunés ou les plus importants de ceux-ci, réduire le nombre de nos pages et nous contenter de prouver notre existence, attendre la victoire dont il n'est pas possible de douter et alors redevenir ce que nous étions depuis vingt ans : le périodique qui, dans toutes les branches intellectuelles, se consacre à l'étude de la Corse, de son sol, de ses grands hommes, de ses habitants et rien qu'à cela.

Le Professeur A. Ambrosi, directeur de la *Revue*, professeur au Lycée Louis le Grand, ayant été évacué par l'autorité universitaire, pour la durée des hostilités, sur le lycée de Nîmes (Gard), continuera à diriger la rédaction de la *Revue* et restera à la disposition des lecteurs et des abonnés. Mais au lieu de lui écrire à son domicile : 107, rue de Sèvres, Paris VI^e, ses correspondants voudront bien adresser leurs lettres 5, rue des Arènes, à Nîmes.



Notes d'un Officier de la Grande Armée

Notre infatigable et éminent confrère nous a communiqué les extraits d'un manuscrit du début du siècle dernier, découvert dans le fond d'un placard de la vieille demeure familiale, en Bourgogne, où il passe ses vacances et où il avait eu la bonne inspiration de faire des recherches. Il contient le récit des vicissitudes éprouvées par un jeune officier de la Grande Armée, qui participa à la retraite de Russie, en 1813. Les souffrances de ces magnifiques soldats nous sont surtout connues par les *Mémoires* du baron Marbot. Son récit sera désormais corroboré et complété par les détails sans littérature que nous fournit ce manuscrit, dont la lecture est palpitante. Elle nous expliquera mieux et plus complètement pourquoi l'armée de Napoléon I^{er} disparut dans les steppes glacés de la Russie et pourquoi n'importe quelle armée opérant dans des conditions climatiques comparables risquerait fort d'être détruite. Cela donnera à nos lecteurs une idée approximative des souffrances qu'endurent en ce moment les héroïques Finlandais assaillis par les Bolcheviks.

A.-A.-R.

N'est-il pas, à une époque où faire la guerre avait je ne sais quoi de romantique, d'un intérêt toujours nouveau de saisir, dans la moisissure de pages d'album, les impressions consignées, au jour le jour et sans apprêt, par un jeune officier de l'Empereur au cours de l'épopée de la Grande Armée, d'y sentir palpiter, malgré les ans, une vie débordante, de se replonger, sous l'hallucination de simples notes à peine rédigées, dans les passions et les émotions, les périls et les aubaines d'un héros qui n'a certes, pas un moment, la conscience de l'être? En ce temps-là, on ne soupçonnait même pas que pût venir une ère, en Europe, où une nation, qui réclamait hautement pour elle la primauté de la culture, s'érigerait en championne cynique de la Guerre Totale et de ses ignominies sanguinaires à l'endroit de toute une innocente population de femmes, d'enfants et de vieillards, dont le droit sacré à l'existence serait

brusquement anéanti par la soudaine apparition, dans le ciel serein, de machines volantes, ou, sur l'onde riante, du dos d'acier d'un sous-marin. L'Europe conservait, au milieu des guerres napoléoniennes, ses traditions vieillotées de patriarcale bonhomie. L'Allemagne, plus particulièrement, durement matée par le Grand Corse, si elle rongait son frein dans une sournoise rage et une impuissante fureur, affectait, devant la puissance guerrière du maître, cette plate et déférente soumission qui, toujours, a trompé qui n'a pas percé à fond l'âme teutonne, sur les secrets mobiles d'une rage aussi basse que perfide. Et c'est ainsi, je le redis, qu'au milieu des affres de ce premier hiver de guerre, je me suis plongé avec une sorte de délice juvénile dans le déchiffrement des pages jaunies du carnet de route d'un héros adolescent qui, en consignait chaque soir le plus saillant de ses émotions de la journée, était aussi loin de l'emphase d'un Marbot, d'un Thibault et, davantage encore, d'un quelconque de nos fameux annalistes militaires, que peuvent l'être, aujourd'hui, ces admirables aviateurs de France dont Roland Dorgelès nous a tracé, dans ses chroniques de *Gringoire*, la sublime vaillance qui s'ignore, au cours d'exploits dont le burin de Clio n'avait jamais eu à graver, au long des siècles, la lointaine équivalence...

Son nom? Qu'importe, si c'est un héros anonyme qui n'a, de son passage sur la planète, rien laissé que ces feuillets indéchiffrables, au fond d'une antique armoire de Bourgogne. Polytechnicien frais émoulu de l'Ecole d'Application, il a tout juste vingt ans quand son destin le jette dans la tourmente qui balaie notre Continent. Lieutenant, il passera, deux années après, capitaine, grade où l'oubliera la vindicative Restauration, 20 années durant, pour, devenu colonel, officier de la Légion d'Honneur et Chevalier de Saint-Louis, renoncer aux étoiles et finir ses jours dans une calme et

inglorieuse retraite de philosophe mûri, mais non aigri, par les hasards d'une Fortune agitée. Il pouvait, sans dépit, se représenter le destin, plus flatteur, de ses compagnons de campagne : un Vieillard, précepteur de Napoléon le Petit à Arenenberg, puis sénateur du Deuxième Empire, un Lebrun, qui, amputé d'une jambe, dirigeait le Musée d'Artillerie de la Place Saint-Thomas-d'Aquin à Paris, un Morlot, important armateur du Havre, puis, en 48, député et tant d'autres, car sa vie, qui se prolongea jusqu'en 1854, lui permit d'assister, en spectateur amusé et clairvoyant, à la comédie, toujours changeante en sa foncière unité, de l'existence et à voir se muer, parfois, en pitres maints héros d'un instant...

Nous prenons ses *notes* au jeudi 1^{er} octobre 1812, où notre artilleur se trouve à Vilna, chargé d'y faire sauter l'arsenal, geste qui eût, sans doute, immortalisé son nom, s'il n'y eût eu les Cosaques. Il était parti de Kovno, où il avait franchi le Niémen, le 24 juin et se trouvait dans l'ancienne capitale de la Lithuanie depuis le 3 juillet. Le lendemain de son arrivée, on fixait sur les murs de la ville la proclamation suivante du tzar Alexandre, dont il a pris la peine de nous conserver le texte : « Depuis longtemps déjà, Nous avons remarqué, « de la part de l'Empereur des Français, des procédés « hostiles envers la Russie. Nous avons cependant « toujours espéré les prévenir par des moyens conciliants et pacifiques. Enfin, voyant le renouvellement « continu d'offenses évidentes, malgré Notre désir « de conserver la tranquillité, Nous avons été contraints de compléter et de rassembler Nos armées. « Mais alors encore, Nous Nous flattions de parvenir « à une réconciliation en restant aux frontières de Notre Empire, sans violer l'état de paix et étant seulement prêt à Nous défendre. Tous ces moyens conciliants et pacifiques ne purent conserver le repos que

« Nous désirions. L'Empereur des Français, en atta-
« quant subitement Notre Armée à Kovno, a le pre-
« mier déclaré la guerre. Ainsi, voyant que rien ne
« peut le rendre accessible au désir de conserver la
« paix, il ne Nous reste plus, en invoquant à Notre se-
« cours le Tout-Puissant, témoin et défenseur de la
« Vérité, qu'à opposer Nos forces aux forces de l'en-
« nemi. Il ne Nous est pas nécessaire de rappeler aux
« commandants, aux chefs de Corps et aux soldats
« leur devoir et leur bravoure : le sang des valeureux
« Slavons coule dans leurs veines. Guerriers : vous dé-
« fendez la Religion, la Patrie et la Liberté ! Je suis
« avec vous ; Dieu est contre l'Agresseur ! ALEXAN-
« DRE ».

Inutile d'ajouter que l'Empereur avait immédiatement fait enlever ce factum. Deux mois avant le jeudi 1^{er} octobre en question, après avoir été passés en revue à l'arsenal par Napoléon, notre lieutenant et une escouade de sa compagnie étaient envoyés escorter un convoi de caissons, que dirigeait le commandant Leroy, jusqu'à Gloubokoyé, où il était arrivé le 4 août, pour en repartir le 11 et arriver à Vilna le 17, ramenant 37 caissons vides, attelés de deux « koniés » (1), ces « chevaux nains, très vigoureux » de Pologne et de Russie, qui « galopaient — nous dit le général Lejeune dans ses *Mémoires* — sur la glace aussi facilement que d'autres sur l'herbe » et qu'on achetait alors — au témoignage du général Baron de Dedem de Geldev, dans ses *Mémoires* également — deux louis, pour perdre ces bêtes « deux jours après ». C'est lors de son séjour à Gloubokoyé que le jeune officier vit passer la promotion d'artillerie et du génie qui sortait de l'Ecole. Rien qui trahisse, sous sa plume, à ce spectacle de vic-

(1) *Conié*, pluriel du mot polonais *cón* (cheval).

times prématurément vouées au massacre, la moindre sensiblerie. Ces Français ont une trempe d'âme extraordinaire ! On s'amuse, d'ailleurs, à Vilna du mieux qu'on peut, dans les intervalles que Mars laisse à Vénus. Le général gouverneur de Vilna, comte Hogen-dorp, donne des bals, dont le plus brillant fut celui en l'honneur de l'anniversaire du couronnement, le soir du mercredi 2 décembre, après que, la veille, le duc de Bassano eût offert un grand concert. « J'ai fait — lit-
« on dans le carnet de *notes* — tirer 21 coups de ca-
« non à 8 heures ce matin, autant pendant le *Te Deum*
« et le même nombre à 4 heures du soir. Il y eut illumi-
« nation dans toute la ville et chez le gouverneur
« grand bal, où je fus avec Lebrun. On l'ouvrit comme
« d'habitude par la polonaise, qui n'est autre chose
« qu'une promenade et consiste en ceci : chaque cavalier
« choisit une dame et la plus respectable du bal prend la
« tête. Tous les couples la suivent. De temps en
« temps, on change de main, de pas et de dame. On
« se promène ainsi pendant une demi-heure, accompa-
« gnés par une marche, de sorte qu'en finissant, la der-
« nière dame est devenue la première. On danse enco-
« re en Pologne la mazurette (mazurka, terme qui dé-
« signait, en polonais, une femme de la Province de
« Mazovia et a été appliqué à cette sorte de polka
« nationale), que les Polonais scandent de leurs épe-
« rons pour en marquer la mesure. Il est d'usage que
« les officiers aillent au bal en bottes, avec des éperons
« et des pantalons d'écurie ». Il va sans dire que tou-
tes les femmes de bonne société, à Vilna, parlaient no-
tre langue. On ne se fait plus guère idée, aujourd'hui,
du genre d'hospitalité pratiquée en Pologne par l'aris-
tocratie de ce pays, de même que dans les régions sla-
ves avoisinantes. Maîtres et principaux serviteurs s'as-
seyaient, avec les hôtes du moment, à une même table,
avec, pour seule différence, l'ordre des places et la di-

versité des mets présentés aux convives, de même que celle des boissons. Tout homme noble avait le droit d'y prendre part, mais ce droit n'étant exercé par tous à la fois, il arrivait qu'un certain nombre demeurât, au cours du banquet, debout. A chaque service, le maître de la maison se levait, plaçait le plat sur la table et revenait prendre sa place. Les jeunes filles nobles jouissaient du même privilège que les hommes et l'exerçaient alternativement. Certains services étaient, d'ailleurs, pour elles de rigueur : ainsi ceux d'assister à la toilette de la maîtresse de maison, de lui présenter ses vêtements, de disposer fleurs et pierreries dans sa chevelure. Ces mœurs rappelaient assez celles des premiers temps de notre monarchie, alors que la vie errante avait été remplacée par les habitudes qui s'attachent à l'exercice de la propriété. Dans les curieux *Statuta Regni Poloniæ* imprimés, sans date, à Francfort au XVII^{ème} siècle, on trouve la trace de maintes de ces curieuses survivances, ainsi celle du barbare *Wergeld* germanique. C'est ainsi encore que, comme en Europe médiévale, les Juifs y exerçaient à peu près toutes les professions, sauf celle de la culture du sol. On était assailli par eux, dès que l'on s'arrêtait quelque part. Leurs longues tuniques noires étaient moins caractéristiques, certes, que l'insupportable insistance avec laquelle ils vous poursuivaient de leurs offres ou de leurs quémarderies. Une romanesque ambiance entourait les dames polonaises de je ne sais quel halo de légendes d'Orient et le charme et l'abandon de leurs manières décelaient une puissance d'attraction unique. Jardins et palais de leur création se paraient, dans leurs récits, de ces subtils enchantements que dégagent les fictions de l'Arioste et du Tasse. Les fermiers de ces seigneurs, qui étaient souvent des gentilshommes campagnards, ne visitaient pas leur maître sans s'incliner d'abord profondément et lui baiser les genoux. Le paysan n'était nul-

lement malheureux et les étroits calculs de notre petite économie nationale n'entraient pas dans ce système. Mais la magnificence des châteaux faisait d'autant plus durement regretter au Français la totale absence de ces commodités élémentaires qui ont nom : postes, routes entretenues, lits décents, auberges sortables. Les repas et la danse, dans ces Edens de la noblesse de Pologne, remplissaient une bonne part de la journée et se prolongeaient fort avant dans la nuit. L'ancien costume national était toujours en honneur dans ces *routs* mondains, où les chants patriotiques étaient répétés dans un enthousiasme extraordinaire, aux sons d'une musique où abondaient les artistes teutons. Contiguë à l'immense salon destiné à la danse, on voyait une salle où, sur une table proportionnée au nombre des convives, s'étalait une merveilleuse variété de mets et de boissons. A la fin du banquet, un grand hanap circulait à la ronde, dont chacun devait au moins approcher ses lèvres. Lorsqu'on s'était levé de table, il était de règle que les jeunes filles allassent remercier la dame du lieu en lui embrassant l'épaule, salutation exprimant le respect et que l'on retrouvait au plus profond de la Russie. Mais combien différentes étaient les mœurs de ce dernier pays et combien plus barbares ! Quand, en été de 1934, le libraire-expert Desgranges, 28, rue Serpente, à Paris, mit en vente les 76 précieuses lettres inédites de Charles X, il me souvient qu'il en était une, de la fin de 1792, où le frère de Louis XVI, qui y avait passé quelques mois, exprimait l'opinion que, si « le peuple et les soldats sont parfaits parce qu'ils sont esclaves », en revanche il ne se faisait pas faute d'observer que « les plus grands seigneurs sont vils, durs et avides ». Ces lettres étaient adressées au comte de Vaudreuil. Mais revenons à notre petit lieutenant.

La Capoue de Vilna ne devait être pour lui qu'un intermède. En compagnie de ses bons amis, les Le Rou-

ge, de Viefville, Vieillard, Daniel, Lebrun, Dufrayer, Bézault, Toitot, Dufaure, il s'en était donné à cœur joie chez Esther, la cantinière de l'artillerie, au café de Milan, à celui des Quatre-Nations, à l'Aigle, chez le restaurateur français Bordais, mais l'instabilité était, plus que jamais, à l'ordre du jour. Le 2 octobre, il reçoit l'ordre de se diriger sur Smolensk avec 80 canonniers et sous-officiers, que commande le capitaine Bidot. Ils sortent le lendemain, samedi 2, de l'arsenal avec un convoi de 60 voitures attelées de bœufs, à la tombée de la nuit et il a soupé d'un verre de rhum et de deux tartines de beurre chez Esther. Mais la grande montagne de sable, voisine de Vilna, oppose à la progression des véhicules son infranchissable obstacle. Il faut dételer des bœufs, renforcer les attelages. Enfin, le dimanche soir, 4 octobre, Miedniki, terme de la première étape, est atteint. Notre lieutenant, qui est resté en arrière avec trois voitures, se voit contraint à coucher au milieu d'un bois, à la belle étoile. Les 5, 6 et 7 octobre ne sont marqués que par la perte de montures, par épuisement. Le 8, on loge dans un village, chez un baron, où ne se trouvent que deux dames et... un juif. Le 9, à Molodetschno, chez des professeurs, dont l'un est de mathématiques. Le 10, à Radoschkovitschi, on est réduit à passer la nuit dans l'affreux *kartchma* (cabaret du village) d'un Israélite particulièrement malpropre. Enfin, le dimanche 11 au soir, on gîte, à 3 lieues de Minsk, dans un noble château, où le « barine », qui a chez lui un chef de bataillon au repos, traite son monde décemment. Le 12 au matin, arrivée à Minsk. Ici, le lieutenant, au lieu de poursuivre sa route, est maintenu dans la ville par le commandant Lair qui expédie, à sa place, à Smolensk, le capitaine Barbey, de la 2^e Compagnie du 2^e régiment. Minsk, où il séjourne du 12 au 30 octobre, lui apparaît comme « une petite ville aux rues noires et sales » et il ajoute :

« Bien qu'il y ait une multitude d'églises et de couvents, les Juifs sont, en majorité, dégoûtants, faisant tous les commerces et surtout l'usure ». Le dimanche 18, messe militaire, puis, le soir, bal chez le Gouverneur général, qui met aux arrêts forcés Bidot ce même jour, peine qu'il ne lèvera que le 28. Le 20, Toitot est parti, avec 60 canonniers, deux sergents et deux caporaux, sur la route de Grodno, chercher des munitions. Le lendemain, un officier qui arrive de Smolensk dans la voiture d'un jeune Polonais, aide-de-camp du général Sebastiani, apporte les premières nouvelles de la bataille de la Moskowa, du 7 septembre et de la sanglante affaire de Mojaïsk, quelques jours plus tard, à 15 lieues de Moscou. Le bilan de cette dernière est ainsi donné, sur notre carnet, pour la seule arme de l'artillerie :

Tués et blessés :

1er Corps	21
3ème Corps	4
4ème Corps	8
Réserve de l'artillerie à cheval ..	7
Artillerie de la Garde	11

Sur ces 51 infortunés, le lieutenant relève les noms de ses amis : le capitaine Fradiel, les lieutenants Cominet et Vatrín, le grand Lanoue et Tardu, parmi les tués ; Courant, de Sainte-Aldegonde et Salomon parmi les blessés. Ce sera, d'ailleurs, toute leur oraison funèbre. Mais 30 généraux sont tombés pour ne plus se relever, parmi lesquels Caulaincourt et Montbrun. « Les Russes ont lutté avec acharnement et ont perdu plus de monde que nous, mais nous avons été assez maltraités, particulièrement les cuirassiers. Le 1^{er} bataillon du 61^{ème} d'infanterie est resté sans un homme, sauf dans une redoute ». Mais « Dufaure a eu la croix à Smolensk » et c'est, sans doute, une compensation.

De l'incendie de Moscou, tout ce que l'on sait se résume dans ces lignes : « Moscou a été brûlée aux trois quarts. Elle était grande comme une fois et demie Paris, environ. On a trouvé beaucoup de munitions, du vin, des vivres et des magasins intacts. » Ce ne sera que le 5 novembre et réintégré à Vilna, qu'il apprendra, par une lettre de Fominskoyé à Bézault, un peu plus de détails : « La noblesse, les magistrats, les riches commerçants avaient fui : les prisonniers délivrés, le bas peuple et les prostituées erraient dans la ville, devenue leur propriété. Malgré les efforts de nos hommes, les forçats ont incendié divers quartiers, en exécution des ordres du gouverneur, le Comte Rostopchine. Alors l'Empereur a décidé le retour, qui a commencé par la cavalerie de la Garde Italienne, le 15 octobre. L'armée est gorgée de richesses ». Parmi ces dépouilles opimes, il en est une, sur laquelle Chateaubriand, au passage de ses *Mémoires d'Outre-Tombe* sur la Bérésina, semble bien — car il est le seul à donner cette version — avoir commis une erreur, quand il écrit que Napoléon « s'était vu forcé de jeter dans le lac de Semlewo l'énorme croix de Saint-Jean ; elle a été retrouvée par des Cosaques et replacée sur la tour du Grand Iwan ». En vérité, cette croix, enlevée du Kremlin, gisait, abandonnée, après l'évacuation de Vilna, au pied de la montagne de Ponari, sur le sol avec les étendards pris à l'ennemi et une masse de choses hétéroclites, que la confusion de la retraite avait fait jeter comme inutile ballast.

Le 27 octobre, des Cosaques avaient été annoncés sur la route de Vilna et le jeudi 29, Bézault, arrivé à Minsk avec 45 voitures de paysans et 48 « konie », affirmait que cette route était interceptée et que l'ennemi se trouvait près de la ville. On le disait même, mais faussement, tout proche de Minsk. En conséquence, le lieutenant, pour sauver la cavalerie disponible, repartit



pour Vilna le 30 avec 25 caissons d'obusiers. La première étape fut au château où le commandant traînait, s'éternisait, en compagnie, cette fois, d'un minuscule nain, âgé, prétendait-il, de 36 ans. Le samedi 31, on était à Radochkovitschi, où l'on couche, cette fois, dans une auberge, sur la place. « Je m'étais informé, pendant la route, si l'ennemi était proche et j'eus toujours des réponses négatives. On nous avait dit que, la veille, on avait fait bivouaquer autour de Minsk toutes les troupes qui s'y trouvaient ». Le dimanche 1^{er} novembre, à Molodetschno, les mêmes professeurs qu'à l'aller sont requis de coucher nos officiers. Entre cette étape et la précédente, ils avaient rencontré le duc de Reggio, qui se hâtait de rejoindre le 2^{ème} Corps. En arrivant à Molodetschno, ils trouvèrent le sous-préfet et le commissaire de Vileïka — où, soit dit en passant, la route porte aujourd'hui encore la dénomination de « Route Napoléon » — qui en étaient partis précipitamment, le matin de ce jour, sur l'annonce que les Russes, poursuivant les Bavares en fuite, n'étaient plus qu'à quatre milles de cette localité. Le 2 novembre, logement chez le Baron, comme le 8 octobre, et on y fait ample provision de fourrage. Le lendemain, à Smorgon — où, du 19 au 27 juillet 1917 devait se livrer une grande bataille contre les troupes du commandant russe de la 8^{ème} armée, général Alexeï Brussilow, passé, en ce mois de juillet 1917, au commandement supérieur de l'armée russe, qu'il ne conservera que jusqu'au 1^{er} août suivant, — on se ravitaille en vivres « et, pendant ce temps nous déjeunâmes, Bézault, M. Bidot et moi, avec le commandant Lair. Toutes les maisons sont en bois. Je partis ensuite, pour faire le logement, dans un village situé à 3 lieues de la ville. Les officiers s'installèrent chez un malheureux paysan, qui avait le titre de Baron. Il nous reçut parfaitement bien, ainsi que toute sa famille, très pauvre, avec cependant un

air de noblesse ». En partant, notre lieutenant rencontre Toitot avec ses deux détachements, de retour de sa mission de Grodno. Le soir de ce jour, 4 novembre, on fait l'étape à Oschmiana « chez un juif qui habitait sur la place ». La neige s'était, pour la première fois, mise à tomber. Elle força la troupe à marcher au pas jusqu'à Miedniki, où l'on arrive à 11 heures et d'où l'on repart vers 1 heure. Et c'est le soir de ce jeudi 5 qu'ayant doublé les étapes, le jeune officier se retrouve, à 4 heures du soir, à Vilna, où, ayant dîné chez Bordais, il va coucher chez Lebrun.

Ce second séjour à Vilna dura un mois, du 5 novembre au 9 décembre. Le 7 novembre, on avait commencé à ferrer à glace les chevaux du train. Les voitures étaient prêtes à rouler, mais les bêtes ne l'étaient pas à marcher et il fallait remplacer les « conié », qui ne suffisaient plus à la besogne. Une fièvre maligne, qui sévissait dans la ville, enlevait quantité de canonniers. Les communications avec l'armée étaient interrompues par le froid. On était sous la neige et le thermomètre, dans les derniers jours de novembre, ne monta pas au dessus de 12 degrés sous zéro Réaumur. Dans la nuit du 4 au 5 décembre, il marqua moins 25 Réaumur. Le 3 décembre, on avait armé une batterie de 6, servie par deux escouades du 5^{ème} d'artillerie à pied commandées par Lebrun et on l'avait envoyée harceler les Cosaques — qui ne cessaient d'inquiéter la tête de l'armée battant en retraite — et surtout les empêcher de prendre l'Empereur, qui avait décidé de la devancer dans sa retraite et de rejoindre en hâte la France. Et ce fut ce jeudi-là aussi qu'un courrier qui avait traversé Vilna annonça que « sur les bords de la rivière Bérézina nous aurions perdu plus de 20.000 hommes, 200 bouches à feu et une quantité de bagages », ajoutant que « les troupes fuyaient dans le plus grand désordre ». Napoléon passa en effet incognito à Vilna le 7 décembre, sur les 11 heures. Il ne fit qu'y

changer de chevaux et poursuivit sur Kovno, sans escorte, ayant abandonné à Vilna celle qui l'accompagnait depuis Oschmiana et qui se composait des débris de 3 régiments de cavalerie napolitaine qui avaient mal résisté à un campement de nuit par moins 22 Réaumur. C'était la fleur de l'armée d'Italie. La faim et le froid l'anéantirent et 8 hommes seulement de cette troupe revirent le sol natal. La tête de la Grande Armée commença d'arriver à Vilna dans l'après-midi du 7 décembre, en bien petit nombre d'ailleurs. Les boutiques étaient fermées dès 4 heures. Impossible de trouver le moindre morceau de pain et les Juifs avaient vendu le leur. Notre officier, qui avait tâché de trouver quelques aliments à l'*Aigle* en compagnie de Miasenski (2), fut éconduit par trois restaurateurs et ce ne fut que chez le quatrième qu'on put lui donner des pommes de terre. On l'envoya le lendemain à la Porte de Minsk, avec 8 canoniers et un caporal, pour empêcher les fourgons de l'artillerie d'embouteiller la ville, en les forçant à prendre un chemin de traverse, de façon à ce qu'ils parquassent sur la route de Kovno. Mais tous les ordres étaient inutiles ; on n'écoutait plus rien et il y avait, d'ailleurs, longtemps que l'armée en était venue à ce point d'indiscipline. Tout ce que notre officier y gagna, ce furent les atroces souffrances, qui durèrent deux heures, de sa main droite gelée. L'armée ne cessait d'affluer et s'écrasait, positivement, à la Porte de Minsk et la poussée redoubla le mercredi 9.

(2) C'était un capitaine au 19^e de ligne, ancien élève du Lycée Impérial, qui avait été blessé à Polotsk, où était le 2^e Corps. Le 4 décembre, il avait célébré la Sainte-Barbe en compagnie de notre lieutenant et de leur ami Daniel et la fête s'était terminée, après le dîner chez le traiteur et un passage au café des Quatre-Nations, par un verre de punch chez Esther, avec le capitaine Germain et Le Rouge, Lebrun étant parti dans la journée avec une division, pour coucher à Miedniki et on va lire ce qui lui arriva à Oschmiana. Pour se protéger un peu du froid terrible, les officiers se procuraient des « schoubas », pelisses de paysans polonais en peau de mouton.

On avait tenté de procéder à un semblant de rassemblement, mais tous les efforts s'étaient avérés inutiles. La peur des Cosaques affolait cette multitude débandée. Lebrun, arrivé d'Oschmiana le 5 à la chute du jour, contait, de ce harcèlement, un typique épisode. Après avoir fait parquer et placer les gardes et tandis que son capitaine gagnait son logement, il s'était rendu à la Place pour qu'on lui assignât un gîte, lorsque, soudain, il entend derrière lui le typique hourra, cri de guerre des Cosaques. Croyant à une plaisanterie des cavaliers napolitains de l'escorte impériale, il rebroussait chemin pour s'en assurer, marchant à leur rencontre, quand une sotnia de ces farouches cavaliers des steppes russes se porta au trot sur lui. Un coup de lance, que l'un d'eux lui assénait, fut paré du bras gauche, mais lui perça la main en le renversant, le reste de la troupe lui passant sur le corps, ce qui lui valut d'avoir un genou foulé et le dernier de ces barbares, en voulant s'assurer qu'il avait cessé de vivre, lui portant un nouveau coup de lance, qui traversa le col de son carrick, habilement cueilli, du reste, par le soldat. Ce ne fut qu'à 9 heures du soir qu'un officier, qui se trouvait passer en traîneau, apercevant le blessé qui gisait inanimé, s'arrêta, le releva et le transporta chez lui...

Les magasins de Vilna regorgeaient de farines et de grains, mais le pain faisait totalement défaut, de sorte qu'il n'en fut pas distribué une seule once aux affamés qui refluaient sur la ville. Depuis le 6, on avait, d'ailleurs, cessé toute distribution de vivres à la garnison de la cité. Comme les officiers d'artillerie erraient à l'aventure dans Vilna, le lieutenant en convia plusieurs à partager son logis, dans une maison sise en face de celle qu'occupait le duc de Bassano. Mais, ayant omis de faire provision de biscuits, il se vit dans la plus absolue impossibilité de leur rien donner à manger ! Du moins dormirent-ils une nuit au chaud. Ce fut, en effet, le lendemain, 10 décembre, que l'on évacua Vilna. Le maréchal Ney,

consulté sur la question de détruire l'arsenal, avait répondu par l'affirmative. En conséquence, notre lieutenant, qui attendait depuis deux heures du matin cet ordre, procéda vers 8 heures à son accomplissement. Cédons-lui, en ce moment si capital, la parole : « ...Enfin, à 8 heures, M. Barbey (3) arriva. Il fit couper les mèches, qu'on plaça, prêtes à être allumées, sur des planches percées exprès. Lorsque cela fut terminé, l'officier, qui était de garde aux portes de l'arsenal, vint prendre quelques hommes de ma compagnie, qui m'étaient revenus, pour le renforcer, parce qu'il arrivait un « *pulk* » de cosaques qui voulaient entrer en ville, ce dont il les empêcha par deux fois. Mais, à 8 heures et 1/2, on s'aperçut que les cosaques, avec quelques fantassins, avaient gravi la montagne à côté de l'arsenal et que, sous peu, ils y seraient malgré nous. Alors, M. Barbey se décida à faire allumer les mèches. Le garde Ranodin enflamma celles du magasin à poudre : un caporal et des canonniers de ma compagnie celles des caissons. J'en plaçai de ma main deux sur un sachet. Cependant, les unes et les autres devaient être détruites aussitôt que placées. Je vis, en effet, tous les canonniers qui étaient avec moi dans l'arsenal fuir subitement et à toutes jambes. En vain les poursuivais-je, leur criant de s'arrêter, qu'il n'y avait aucun danger, les mèches devant durer cinq minutes. Dans cette poursuite, j'étais parvenu sur la place de l'église, où je trouvai Daniel et son poste. « *Les avez-vous vus ? — Qui ?*

(3) Il fut le compagnon de notre lieutenant lors de la retraite et, entre Kovno et Staropol, sauva la vie, en la faisant monter sur son fourgon, à une beauté, femme d'un jeune pharmacien français de Vilna, qui, dans cette ville, avait pansé le colonel chef d'état-major du général Eblé, lequel avait eu les pieds gelés. Eblé mourut à Königsberg et fut enterré par notre lieutenant, dans cette ville, le samedi 2 janvier 1813, au matin d'un triste jour : « Il n'y avait, ajoute-t-il, que ses deux aides-de-camp pour le conduire en terre ». On sait que le cœur d'Eblé est dans le caveau de l'église des Invalides à Paris.

m'écriai-je. — *Mais les cosaques, qui enlevaient derrière vous les mèches que vous veniez de placer !* » C'était donc leur venue qui avait mis en fuite mes canonniers. A nous deux, nous rassemblâmes quelques-uns de ces derniers, qui allaient encore plus vite que nous et nous suivîmes heureusement la rue de M. Pieffer pour sortir de la ville, ce que nous n'eussions pu faire par la Porte de Troki.... »

Les cosaques avaient dépassé Vilna, n'y laissant que le gros de leur détachement. Notre lieutenant s'était, avec son peloton, joint à deux compagnies de la Garde Impériale, ayant pour mission de protéger la retraite. Tant bien que mal, on atteignit, sur la route de Kovno, la montagne de Pomari. Là, le désordre devint confusion. Les deux compagnies de la Garde se débandèrent et il fut impossible de les reformer. On brûlait les voitures, abandonnées au pied de cette montagne. Le pillage était général et de toute espèce de choses. Des soldats ployaient sous le faix des écus du Trésor Impérial, qu'on leur avait partagé. J'ai dit plus haut ce qu'il était advenu des étendards et de la croix géante de Saint-Jean. Mais les cosaques ne laissaient pas le temps de la réflexion. Vers midi, les deux pièces qu'ils avaient amenées sur la montagne avaient tué quantité de soldats. Cette nuit-là, le lieutenant bivouaqua sur la neige, dans un bois, où il soupa d'un peu de biscuit, d'un poisson fumé et d'une goutte de rhum. Au départ, le vendredi 11, à 4 heures du matin, il faisait moins 25 Réaumur. On passa Evé. De tous côtés, les villages flambaient. Jusqu'à 3 heures de l'après-midi, la marche continua, sans arrêt. Quand on voulut faire halte pour coucher dans une localité intacte, à gauche de la route et que l'on s'apprêtait à dormir, le ventre creux, dans la maison du « *starosta* » (maire), voici que le bruit de la canonnade se rapproche et que la cavalerie de la Garde, qui s'était arrêtée dans un village voisin, est mise en déroute

par les inévitables cosaques. Force fut donc, à 5 heures du soir, de se remettre en marche et, Zismory atteint à 10 heures du soir, il n'y eut, pour tout gîte, que la neige, autour d'un mauvais feu de bivouac, où quelques biscuits, sauvés du pillage des magasins de Vilna par des canoniers, constituèrent le repas. L'ordre exprès de passer le Niémen avant midi, le samedi 12, pour la cavalerie, rendait nécessaire un départ précipité. « Je me remis en route, écrit, dans son style lapidaire, ce moderne Spartiate, entre une heure et deux heures du matin, avec bien peu de monde, car, cette fois encore, beaucoup étaient restés en arrière. Je passai à la pointe du jour à Syredniki, où se trouve la descente boisée, si connue. A midi, nous arrivions à la porte de Kowno. Mais l'affluence ne nous permit d'y entrer que sur les 2 heures. Nous avons rencontré, le long du chemin, des pièces et des canons abandonnés, faute d'attelages, par la 18^{ème} compagnie du 4^{ème} régiment, avec laquelle marchaient MM. Lantéry, Auricoste et de Maizerois. Aussitôt que nous fûmes dans la ville, nous allâmes au quartier de la 18^{ème} compagnie, où on nous donna un peu à manger et du schnaps. Vers les 6 heures, arrivèrent beaucoup d'officiers d'artillerie, dont une partie logea chez Goussard et une autre chez les sous-officiers, où j'étais déjà. On but beaucoup de rhum et l'odeur qu'il répandait me gênant, je m'étendis à terre, dans le coin d'une autre chambre, pour dormir... »

Le départ de Kovno eut lieu le dimanche 13, dans la nuit. Le pont sur le Niémen franchi, (aujourd'hui, Kovno ne nous dit plus rien, sous sa défroque lithuanienne de Kaunas !), deux routes se présentaient aux fuyards : celle de Tilsit à droite et celle qui mène à ces localités qu'a rendues fameuses la Guerre de 1914 entre l'Allemagne et la Russie : Stalupoenen et Gumbinnen. Ils se décidèrent pour la seconde. Après avoir gravi avec des difficultés infinies la montagne, prodigieusement escarpée, de Kovno, (au pied de laquelle un trésor avait été

pillé, dont un officier allemand s'était approprié la plus sonnante partie et où, dans une confusion effroyable, avaient été abandonnés calèches, voitures, fourgons et tout un parc d'artillerie), la première nuit avait été passée dans une grange, après un souper de pommes de terre que des canonniers s'étaient procurées par miracle et la seconde dans une étable, au delà de Straropol, où l'on avait fait la trouvaille de deux porcelets, aubaine inespérée. « Le commissaire des guerres, que M. Barbey rencontra, nous les accommoda, ainsi qu'une poule au riz et, bien que le pain fût rare, nous avons cru voir renaître l'âge d'or ». Mais, à la troisième étape, sous un hangar, une autre, plus douloureuse, surprise attendait notre jeune héros. « Je m'étais hâté de me débarrasser de mes bottes, pour voir ce qu'avaient mes pouces, pensant que c'était parce que mes chaussures s'étaient rétrécies qu'ils me tourmentaient si fort. Je dus constater que la peine venait de ce que les bouts se gelaient peu à peu... ». En guise de compensation, il put, du moins, savourer la soupe au riz confectionnée par l'habile commissaire, dont on regrette qu'il ne nous ait pas livré le nom, car il semble que ç'ait été un de ces artistes culinaires qui vous fabriquent un plat exquis avec rien. Cette soupe au riz était doublement savoureuse, si, le matin de ce mardi 15 décembre, il avait fallu, sur les 8 heures, à Wilkowerski, se contenter d'une bouteille de vin à six et d'une méchante tasse de thé ! Mais la douleur aux orteils rendait à notre jeune lieutenant la marche lancinante et ce ne fut qu'arrivé, le lendemain, à Stalupœnen, sur le coup de dix heures, qu'il commença un peu à revivre. Après une étape dans un village sis à une lieue de Gumbinnen, on atteignit cette ville dans la matinée du 18 décembre.

Le général Eblé s'y trouvait, en conférence avec le colonel Nègre et, sur l'ordre de ce dernier, notre lieutenant dut rester à Gumbinnen pour y arrêter le plus

grand nombre possible de canonniers et de soldats du train, car on avait décidé de se reformer dans cette ville, avant de se remettre en marche. On avait, à cet effet, envoyé un officier à Insterburg, avec la mission d'y faire rétrograder sur Gumbinnen toute l'artillerie qui pouvait s'y trouver. Notre lieutenant, muni de la réquisition que lui avait remise le colonel Nègre, s'était mis en quête d'un logement. Il lui fut, cependant, impossible d'en obtenir un, car le Vice-Roi, présent dans la ville, s'opposait à la présence de toute autre troupe que la Garde Impériale. C'est ici qu'intervient, dans toute sa toujours jeune splendeur, la logique militaire. Après maintes quêtes infructueuses, notre lieutenant avait fini par trouver des chambres dans un village proche de Gumbinnen. Il allait s'y installer, quand le colonel Nègre le fit mander. Le général Eblé venait d'annuler la mission de l'officier envoyé à Insterburg. En conséquence, il fallait qu'un autre officier allât incontinent le rejoindre, pour le faire rétrograder. Barbey, n'ayant sous la main que le lieutenant, l'y manda en toute hâte, car le général Eblé le suivrait de près. Il tâcha de se procurer un traîneau. Mais le prix demandé pour la course était de 10 thalers et l'on s'était borné à dire au messager qu'on le rembourserait de ses frais ! Ayant payé de sa poche et après avoir versé trois fois en cours de route, il atteignit Insterburg à 4 heures et communiqua sa mission à l'officier d'artillerie à cheval, porteur du premier ordre et qui accompagnait le général Foucher. « Cette course en traîneau, pendant laquelle j'éprouvai un grand froid aux pieds, acheva de me les geler complètement. En outre, la dépense que je venais de faire m'avait mis bien bas, ne me laissant guère que 60 francs, ce qui ne pouvait me suffire pour me transporter à Königsberg, comme j'en avais le désir, étant hors d'état de marcher. Heureusement, un canonnier du 2^{ème} régiment à pied, auquel je proposai de venir loger chez

moi pour me servir, accepta et m'offrit de me prêter de l'argent. Je résolus donc de partir le lendemain ».

Ayant à grand'peine trouvé un traîneau qui consentît à le conduire jusqu'à Topio contre 80 francs payés d'avance, il en était tout juste descendu pour se rendre chez le commandant de la Place et y réclamer un billet de logement, que le traîneau filait sans crier gare. Le canonier avait accompagné le lieutenant à la place. Il ne put donc dire quelle direction avait prise le malencontreux conducteur prussien. Le lendemain, dimanche 20 décembre, nouvelle course en traîneau, de 6 heures du matin à midi. Entrés à Königsberg, on avait l'impression d'être, sinon au bout de ses peines, du moins d'avoir sauvé sa peau. Erreur, que la suite des événements n'allait pas tarder à révéler. Car ce n'était que le premier relai de nouvelles et aventureuses courses, avant Magdebourg et l'hôpital, comme on va le voir.

Après une longue attente chez le commandant de Place, on avait envoyé notre jeune lieutenant loger chez un jardinier-fleuriste du nom de Maier, ou Mair, dont la fille parlait français et qui traita très humainement son hôte imprévu. Il manda son chirurgien pour panser les pouces des pieds de l'officier, dont l'abondante suppuration s'arrêta enfin et pour soigner le pauvre canonier qui avait, lui, les deux oreilles gelées.

Le séjour à Königsberg va du lundi 21 décembre 1812 au samedi 2 janvier 1813. « Königsberg, observe notre garant avec sa coutumière simplicité, est une belle ville, où l'on ne voit que des marchands et sans hôtels particuliers. Le château, autrefois propriété de l'Ordre Teutonique, est laid. Une large place s'étend devant le théâtre. » Et c'est tout. Mais l'on a déjà dit qu'il ne fallait pas s'attendre, de la part d'un aussi vrai soldat, à des fantaisies de plume propres au littérateur. Et l'heure n'était pas à la fantaisie, aussi bien. Durant ce séjour, notre lieutenant vit mourir,

comme on l'a noté plus haut, le général Eblé, mais aussi le général Lariboisière. Il y vit aussi passer le Roi de Naples, qui brûla presque l'étape, les autorités locales l'ayant reçu avec la plus manifeste froideur. Il fit là quatre logements successifs, dont seul le dernier fut bon. Il souffrait toujours des pieds et une fièvre violente le tint, 36 heures durant, entre la vie et la mort. On avait tenté derechef et sans plus de succès qu'auparavant, de rassembler l'artillerie et c'est devant cet échec qu'on décida de la faire partir avec les pontonniers. L'ordre en fut donné le 2 janvier, à l'appel de 8 heures. Mais, comme notre officier se trouvait dans l'absolue impossibilité de faire la route à pied et qu'en outre il était absolument sans argent, il se rallia au parti d'attendre au lendemain et de partir avec Bézault, qui lui prêterait un de ses chevaux. Dans l'après-midi de ce 2 janvier, où l'on avait enterré Eblé, les débris des troupes du Corps de Macdonald avaient déferlé dans la ville, pour en repartir le lendemain avec le maréchal. Le matin du dimanche 3 janvier, Bézault et son compagnon, après avoir vainement tenté de se faire payer ce qui leur était dû et alors qu'il n'y avait presque plus personne dans la ville, se décidèrent enfin à en sortir. Il était 11 heures. Le vent d'ouest soufflait, glacial, venant des étendues gelées du Frisches Haff et leur coupait le visage. Ils avaient pris la route d'Elbing et arrivèrent à la chute du jour dans une localité où on se refusa absolument de les héberger, les renvoyant à une lieue plus loin, jusqu'à un certain village que l'obscurité totale les empêcha de trouver. Ils firent alors machine en arrière et revinrent à l'inhospitalière localité prussienne. Il était 11 heures du soir. Frappant de porte en porte et n'obtenant pas de réponse, ou l'avis qu'on ne voulait pas d'eux et se voyant sans pain, sans fourrage, ils allaient se décider à bivouaquer dans la neige, quand le hasard les

fit tomber sur une brave vieille, qui les emmena chez elle et leur donna à manger pour les quelques pièces de monnaie qu'ils possédaient encore. « Il y avait là 8 ou 10 hommes installés déjà. On nous mit de la paille à terre, sur laquelle nous ne pûmes fermer l'œil, car, à peine couchés, nous ressentîmes des démangeaisons affreuses, causées par des milliers de poux. Bézault les a portés seulement jusqu'à Marienburg, mais moi, jusqu'à Berlin ».

Par des chemins déplorables, on atteindra Heiligenbeil, Bransberg, Frauenburg et, le mercredi 6 janvier, Elbing, où le général Charbonnel fut incapable de leur faire avoir un logement. Il leur fallut aller hors de la ville, dans un cabaret, sorte de taudis, déjà plein de soldats assis à terre, sur les tables, partout, où ils obtinrent pain, beurre, pommes de terre, bière et schnaps. L'écurie, où ils essayèrent de dormir à côté de leurs chevaux, était si froide, qu'ils ne réussirent pas à fermer l'œil. Ils déguerpirent donc au petit jour et allèrent jusqu'à Sommerau, où, ayant rencontré l'ingénieur Paret, ils prirent un traîneau pour Marienburg. Là, on leur apprit que l'artillerie était cantonnée dans l'île de la Nogat, qui est le nom que porte, à son embouchure, le bras est de la Vistule. Le payeur du 3^{ème} Corps, ayant enfin réglé le compte de Bézault, les deux amis, après un séjour de 3 ou 4 jours, quittèrent Marienburg pour rejoindre, dans l'île de la Nogat, les Compagnies de leurs régiments qui s'y trouvaient. Mais, comme on disait que les cosaques n'étaient qu'à une portée de canon sur la route d'Elbing, l'alerte était chaude et, la garnison rassemblée au son du tambour qui battait la générale, le départ du camp eut lieu sans tarder, à 8 heures du soir, sur l'ordre du capitaine Barbey, qui, en compagnie de son collègue Hulot, était allé à Marienburg prendre les instructions du major Tamisier. Ce départ précipité revêtait toutes les apparences

d'une nouvelle débandade. La Vistule passée à Dirschau, on avait voulu prendre la route de Stargard, mais on se perdit dans des chemins de traverse, qu'on choisissait afin d'éviter les embouteillages de la chaussée et des logements dans les lieux de passage. Si cet expédient avait du bon, en revanche, il fallait beaucoup marcher pour avancer peu. Stargard et Konitz, ou, comme on l'appelle en polonais, Chojnice, traversés, non sans incidents, — comme, vers cette dernière petite ville, une sérieuse algarade avec la cavalerie prussienne, dans un bois, — on avait décidé, en déjeunant à Preussisch-Friedland, de se diriger sur Custrin, au lieu de Stettin, comme le comportait le plan primitif. Viâ Driesen, Friedberg et Landsberg, on atteignit Custrin, puis, à 3 jours de là, Berlin, Potsdam et Brandebourg, puis Magdebourg, où Bézault et son camarade descendirent à l'Hôtel de Prusse. Mais, déjà à Custrin, une fièvre intense s'était emparée de notre lieutenant, qu'il avait tenté de couper en prenant de l'émétique. A Brandebourg, où il coucha, il était, nous dit-il, « dans les hébétés de la plus jolie façon ». Force lui fut, à Magdebourg, de se faire hospitaliser par les bons offices d'O'Farrell, et cinq jours de repos y eurent raison de sa maladie. Il quitta l'hôpital le 17 février et alla loger, sur la place de la Vieille Municipalité, chez son ami Emon, qu'il avait retrouvé là et qui l'avait secouru de son mieux, cependant que le pauvre Bézault, plus touché, fut au lit, avec les fièvres, plusieurs mois et dut avoir le petit doigt amputé.

Ce fut dans ce temps qu'arrivèrent de France les cohortes, nom donné à la Garde Nationale lors de sa transformation en armée active par le sénatus-consulte du 11 janvier 1813. Camille Rousset, dans sa *Grande Armée de 1813*, note, à ce sujet, « qu'avant de s'engager, à l'autre extrémité de l'Europe, dans l'inconnu d'une région et d'une guerre nouvelles, l'Em-

pereur voulut laisser derrière lui, en réserve, une force nationale capable de garder le territoire de l'Empire et, en même temps, si peu différente de l'armée, qu'elle pût, en cas de besoin, y trouver facilement sa place. Une dénomination un peu bizarre, mais sonore et rappelant les souvenirs de la vieille Rome, avait été choisie à dessein (*ne dirait-on pas que c'est là du Mussolini avant la lettre?*) pour distinguer cette force intermédiaire. Ce n'était déjà plus la Garde Nationale; ce n'était pas encore la troupe de ligne : c'étaient « les Cohortes »...» Le général Aubry procédait sérieusement à la réorganisation de notre artillerie. A la fin de mars 1813, l'Armée de l'Elbe occupait les environs de Magdebourg, en face de celle de Prusse, à Friedrichstadt. La compagnie de notre lieutenant (4) y fut complétée et commandée par un capitaine-commandant du nom d'Edouard. Mais ceci « est une autre histoire » et nous ne le suivrons pas — du moins, pour le moment — dans la continuation de sa carrière militaire, ni même dans la Campagne de Saxe de 1813, où il fut fait prisonnier à Dresde...

Camille PITOLLET.



(4) En mars 1812, notre lieutenant était arrivé à Magdebourg en haillons, mal déguisés sous une couverture de cheval, avec l'intelligence affaiblie et la mémoire presque éteinte. A l'hôpital, il s'obstinait à réclamer des confitures et des ciseaux, sans qu'on réussît à savoir au juste ce qu'il entendait faire avec ces derniers...

Lucien BONAPARTE

Il est un personnage corse qui n'avait pas, jusqu'ici, attiré beaucoup l'attention des écrivains et mérité la curiosité du public. Peu de personnages, hormis les grandes vedettes, l'auraient cependant mérité autant que lui. Il s'agit en effet de l'un des frères de Napoléon I^{er}, de Lucien Bonaparte. Si Joseph, si Louis, si Jérôme, en leur qualité d'anciens rois, ont eu en effet leur biographe, le quatrième, c'est-à-dire Lucien, était resté peu connu et par suite moins sympathique. Sans doute parfois, à propos de la Révolution française ou des incidents survenus en Corse, une allusion plus ou moins détaillée à ce fils de Letizia et de Charles avait été nécessaire ; mais nous n'avions pas encore le récit complet de la vie d'un homme qui avait rempli les plus hautes charges en France, depuis celle de simple député aux Cinq Cents, puis de président de ce même Conseil, ensuite de ministre de l'Intérieur et d'ambassadeur à Madrid et avait même failli devenir Grand-duc et Roi, tout comme les autres et comme Murat, sans parler de son rôle capital, pendant les deux journées de Brumaire 1799, les 18 et 19. La destinée lui a accordé une revanche puisqu'elle a inspiré à l'un de nos Corses les plus cultivés, qui est en même temps l'un de nos hommes d'Etat, l'idée de combler cette lacune (1).

M. François Piétri, député de la Corse, ancien mi-

(1) Son livre est, par sa présentation, aussi remarquable que par son texte. Beau papier, belle impression, et nombreuses gravures, dont plusieurs sont extraites de papiers de famille et reproduisent des documents ou des fac-similé de portraits ; l'édition a eu du retentissement et le méritait. Elle est l'œuvre de la librairie Plon et comprend 341 pages de grand format in-12, 1939.

nistre, qui le redeviendra certainement, à qui nous devons déjà, entre autres livres, une solide étude des idées politiques et sociales du XVIII^e siècle (*La Réforme de l'Etat au XVIII^e siècle*) a consacré, depuis plusieurs années, ses loisirs et ses veilles à des recherches sur le personnage en question et nous a donné récemment le gros volume dont nous parlons. Bien qu'il soit plein de faits et d'idées, trop compact dirait la critique malveillante, il n'intéresse pas seulement les historiens professionnels, mais le grand public lui-même qui trouvera, à la lecture de cet ouvrage, un plaisir qui persistera jusqu'à la dernière page. Les nombreux comptes rendus, qui ont récemment paru, reconnaissent ses qualités de choix ; ils en font une page d'histoire qu'il faut intégrer dans celle d'une époque célèbre, dont elle est inséparable. Le style est facile, agréable même ; comme il sied à un homme de grande culture, il sait coordonner les faits et les idées. Comme il a eu la chance de trouver dans les archives de sa famille (2) des documents nombreux, officiels et inédits, comme il sait étudier un document, le mettre à sa place et lui donner toute sa valeur, il a pu renouveler une matière qui pouvait apparaître comme pourvue d'un faible intérêt et en rendre la lecture indispensable à tous ceux qui désirent s'occuper de Napoléon et de son époque, c'est-à-dire à tous ceux, ou à peu près, qui écrivent. C'est donc un beau, un bon livre qu'a rédigé M. F. Piétri. Il lui fait honneur.

Mais nous nous permettons de faire deux remarques ici. Les lecteurs, et nous voudrions qu'ils fussent nombreux, s'apercevront vite que Lucien Bonaparte, né en 1775, donc de six ans plus jeune que son impérial frère

(2) Piétri, ancien préfet du Golu, au début du XVIII^e siècle, qui fut en relations suivies avec Lucien, a laissé de nombreuses lettres et beaucoup de documents parmi lesquels son arrière-neveu, M. Piétri, a pu puiser.

re, était, à ses débuts, un jeune homme peu sympathique, vaniteux et vantard, jaloux de Napoléon qui l'éclipsait, passionné, d'une honnêteté relative, mais intelligent, instruit et ambitieux. Il excellait dans cet art oratoire qui aujourd'hui nous excède, et dont les hommes politiques de la Convention et du Directoire, ou du moins beaucoup d'entre-eux sont les plus insupportables représentants. Voici quelques spécimens de cette mauvaise éloquence qui contribuait à populariser les démocrates de cette époque :

« Si vous faites un pas rétrograde, dit-il un jour, aux députés des Cinq Cents en parlant des Républicains, ils resteront sous les poignards du royalisme. Si vous ralentissez le mouvement imprimé à la machine politique, le royalisme triomphera » ; plus loin, il demande qu'on fasse descendre cent mille sans-culottes des faubourgs à la Chaussée d'Antin et qu'on leur livre les palais des aristocrates, « cela retrempera la nation » ; ailleurs il parle des dangers « d'une bureaucratie servile, la plus hideuse des autorités intermédiaires » ; et de la liberté, il dira « qu'elle se trouve en proie aux faiblesses et aux maladies de l'enfance, et qu'elle vient de prendre sa robe virile », etc., etc...

En somme, ce Bonaparte, le plus doué probablement des cinq frères, hormis évidemment l'Empereur, était un produit très critiquable de ce milieu plus ou moins taré, dans lequel il s'était formé. Peut-être M. Piétri aurait-il pu se montrer moins indulgent pour son héros et ne pas minimiser ses tares, sous le prétexte qu'il restait « bon démocrate ».

Il faut cependant reconnaître qu'échappé, volontairement, à ce milieu, il redevient un honnête homme, un bon père de famille et un bon époux. Mais alors il entre dans une période d'effacement et si, dans la première partie de sa vie, l'homme public n'est guère recommandable, dans la seconde, l'homme privé redevient

digne de l'éducation maternelle qu'il avait reçue de cette admirable femme que fut Letizia. La date de 1803 marque la séparation de ces deux existences. C'est alors qu'il épouse sa maîtresse Mme Jouberton, née Alphonsine de Bleschamp, qui eut un premier mari quelconque et dont il attendait un enfant, et alors aussi qu'il s'éloigne davantage de son frère le Premier Consul, dont il refuse les faveurs et dont il ne veut pas subir l'autorité. Désormais, il se retrouvera en Italie et y vivra à sa guise, mais alors il intéressera moins l'historien. Était-il vraiment utile de lui consacrer presque autant de pages que pour la période de son ascension? Reconnaissons que l'auteur se laisse entraîner, presque inconsciemment, par son personnage dont il a conté les péripéties depuis l'enfance et qu'il finit par s'y attacher aux dépens même de son impartialité d'historien. Ainsi, presque tous les disciples de Clio ont beaucoup de mal à ne pas essayer l'apologie de leur grand homme !

Malgré tout, et malgré notre envie, nous ne ferons pas le compte rendu de ce livre pour deux raisons : la première est qu'un ouvrage ainsi bourré de faits se prête difficilement à une sèche analyse ; la deuxième est qu'il vaut mieux laisser à chaque lecteur le plaisir d'apprendre par lui-même les péripéties qu'il ignore d'une vie qui fut aventureuse et romancée et qui connut les risques de l'amour, l'incertitude de la politique, d'une vie qui faillit être celle d'un homme heureux et puissant jusqu'en 1804, mais qui devint, par sa faute peut-être, celle d'un exilé malheureux, assailli de soucis, déçu dans ses ambitions, inquiété par sa famille (il eut de ses deux mariages onze enfants) et qui mourut en 1840, dix-neuf ans après son illustre frère (3), d'une

(3) Pourquoi M. Fr. Piétri prête-t-il encore le poids de son autorité à cette légende contre laquelle des praticiens éminents se sont récemment élevés et qu'ils ont définitivement en-

grave maladie et dans l'oubli. Il avait 65 ans. Le meilleur jugement est sans doute celui que l'auteur lui-même a porté sur le personnage dont il a rédigé l'importante biographie :

« Il ne fut pas sans défauts et ses *Mémoires* eux-mêmes concourent à les faire ressortir. Sa vanité, sa suffisance oratoire ou littéraire, une propension au dénigrement ou à l'intrigue, l'esprit de camarilla poussé à la compromission, peut-être le goût de l'argent pour l'orgueil qu'on en tire, tout cela est cependant couvert, chez cet homme si injustement méconnu, par l'éclat d'une vive intelligence, par la foi des convictions, par l'amour du foyer, par une force d'âme et par un sens de l'honneur qui connurent le sacrifice et qui l'acceptèrent, par la réunion, en somme, des qualités qui composent la vertu ou qui apprennent à l'aimer ».

Résumons-nous et recommandons ce livre à tous nos lecteurs. Il fera époque dans la bibliographie historique de la Corse et des Bonaparte. Ceux qui se sentent attirés par l'une et par l'autre devront l'avoir lu. Ils ne regretteront d'ailleurs pas le temps qu'ils lui consacreront et pour leur donner une idée anticipée du plaisir qu'il auront, nous reproduisons ici un des passages les plus importants et les plus suggestifs. Il leur parlera de l'époque la plus active de l'existence de Lucien, du point culminant de sa carrière, de la journée du 19 brumaire. On pourra ainsi comparer la manière de M. Piétri avec celle de tant d'autres de ses devanciers.

terrée : le cancer de Napoléon. « Les mêmes médecins ont enfin précisé le diagnostic de sa maladie : c'est le squirre (tumeur cancéreuse) dont est mort l'Empereur, et qui semble avoir été la tare congénitale des Bonaparte », écrit page 339 M. Piétri. Or il a été démontré que Napoléon I^{er} avait été emporté par « une hépatite suppurée consécutive à une amibiase intestinale, accompagnée de péritonite par suite de l'ouverture de l'abcès dans la cavité péritonéale », ont écrit les docteurs de Mets et Abbaticci, après une étude approfondie de la question. Cf. *Revue de la Corse*, n° 112 (novembre-décembre 1936).

Le 19 Brumaire.

Lucien et l'abbé Siéyès, un des cinq directeurs de l'époque, ont préparé cette journée historique, dont on connaît déjà, grosso modo, les péripéties, et le 17 brumaire, avec quelques autres hommes politiques, leurs amis, ils ont en quelque sorte fait une répétition minutieuse du scénario du lendemain ; le 18 brumaire, vers 7 heures du matin, ils ont fait confier à Bonaparte Napoléon le commandement militaire de la région de Paris.

« C'est contre leur gré et leur idée première que, le
« lendemain 19 Brumaire (10 novembre), à Saint-Cloud,
« des circonstances toutes nouvelles amèneront Bonaparte
« et Lucien lui-même à renverser le régime dans des con-
« ditions qui dépasseront nettement le programme établi.

« La séance des Anciens, dans la grande galerie de
« Mignard, celle des Cinq Cents, à l'Orangerie, ouvrent
« l'une et l'autre vers midi. Les salles ont été aménagées
« en grande hâte, avec des banquettes et des draperies.
« L'Orangerie est un local tout en longueur, dont le seul
« ornement consiste dans douze hautes fenêtres, ouvertes
« sur les jardins. L'estrade présidentielle de Lucien a été
« installée entre la troisième et la quatrième fenêtre, à
« partir de la porte qui donne en tambour sur le corridor
« principal du château. Aux deux bouts du rectangle,
« on a prévu, très inconfortablement, et de plain pied
« avec les députés, cent cinquante places pour le public.

« Lucien est parti de Paris sur les huit heures, avec
« son inséparable Sapey ; Gaudin, aux Cinq Cents, a
« été prié par Lucien d'occuper la tribune pour permet-
« tre d'attendre le message et les propositions des An-
« ciens. Mais Gaudin s'y est montré bredouillant et con-
« fus, et voici qu'un premier tumulte surgit, causé par
« une vive interruption de Delbrel, qu'à la surprise de
« Lucien une majorité de députés applaudissent, aux
« cris de : « A bas les dictateurs ! Pas de dictatures !...

« En réalité les Jacobins, qui sont encore près de deux
« cents dans l'assemblée, sont venus en force à la séance
« malgré l'abstension visible des « généraux », Auge-
« reau et Jourdan, et en dépit de la campagne de cou-
« loirs que Salicetti mène pour le compte des Bonaparte.
« Tout le gros des « hommes du Manège est là, y com-
« pris le compatriote » Aréna, que pousse l'esprit local
« du clan et qui se distingue par la fureur de son langa-
« ge. Lucien rappelle quelques agités à l'ordre. Le Ja-
« cobin Grand-Maison monte à la tribune et réclame
« qu'on renouvelle le serment de fidélité à la constitution
« de l'an III.

« Lucien, très habilement, cède à cette demande et
« ordonne de procéder à l'appel nominal, moyen ingé-
« nieux de gagner du temps et de permettre d'attendre la
« communication des Anciens, laquelle tarde. Il s'efforce
« encore d'allonger le cérémonial habituel en faisant
« prendre acte des serments par les secrétaires ; en verba-
« lisant le refus du député Bergoëng, qui déclare ne pou-
« voir, en conscience, s'associer à ses collègues et qui fi-
« nit par démissionner ; en répondant solennellement,
« suivant un usage consacré depuis l'année précédente,
« lorsque le nom du député Roberjot est appelé par un
« appariteur : « Egorgé à Rastadt par la maison d'Au-
« triche ! »... Le scrutin dure plus de deux heures et
« demie, mais, peine perdue, il se termine sans que les
« Anciens aient donné signe de vie !

« Pendant que Lucien continue, si l'on peut dire,
« d'amuser le tapis, un pli lui est apporté. C'est une let-
« tre de démission de Barras, conçue en termes fort élo-
« gieux « pour le guerrier illustre auquel il est heureux
« d'ouvrir le chemin ». Cette lettre a été rédigée par
« Talleyrand, dont le rôle, encore que caché, n'a cessé
« d'être fort actif dans la mise en scène de Brumaire. Il
« l'a obtenue, la veille, avec l'aide de l'amiral Bruix,
« de la faiblesse et de l'opportunisme de Barras. Lucien

« s'empresse d'en donner lecture pour mieux attester que
« le Directoire se trouve désormais, et par la force des
« choses, dissous. Mais on requiert aussitôt le remplace-
« ment, sur l'heure, du Directeur démissionnaire, à quoi
« Crochon répond par la nécessité du délai légal de cinq
« jours. Grandmaison intervient et conteste, à la fois,
« l'intention de Barras et son libre arbitre.

« Il n'a pas encore quitté la tribune que, soudain, la
« porte de la salle s'ouvre avec fracas.... et qu'au lieu
« du message, impatientement espéré, l'on voit apparaître
« Bonaparte, pâle et silencieux, suivi de quatre gren-
« diers de la garde des Conseils. Après un moment de
« stupeur, l'indignation éclate : « Des hommes armés
« ici ! » Bonaparte qui, tête nue, se fraie malaisément un
« passage à travers les banquettes, est dangereusement
« entouré ; des poignards sont brandis. Le grenadier
« Thomé, qui couvre le général de son corps, a son habit
« déchiré. Destrem, sorte de colosse de foire, abat sa
« lourde main sur l'épaule du héros d'Italie, en hurlant :
« Est-ce pour cela que tu as vaincu ? ». Le public, plu-
« tôt favorable à Bonaparte, enjambe les barrières et en-
« vahit la salle. Des horions sont échangés. Sur ce, et
« continuant à le protéger, les militaires qui accompa-
« gnent Bonaparte, et auxquels sont accourus se joindre
« Murat, Gardanne et un commissaire ordonnateur nom-
« mé d'Albon, l'entraînent à demi évanoui hors de la
« salle, au milieu des invectives et des clameurs.

« Lucien n'a pas quitté son haut fauteuil, malgré les
« cris qui montent vers lui. Avec un sang-froid remar-
« quable chez cet homme de vingt-quatre ans, il rappelle
« l'assemblée au calme, allègue que le général « avait
« sans doute à rendre compte d'une affaire pressante » et
« le défend de son mieux.

« En réalité il est au désespoir de ce geste inexplicable.
« Il reprochera toujours à son frère, par la suite, « la
« plus mauvaise manœuvre qu'il ait jamais faite », car

« cette entrée malencontreuse, et qui « fut sur le point
« de renverser les combinaisons préparées avec tant de
« soin » modifiait, du tout au tout, la situation. Elle trans-
« formait un état de droit en état de fait, une initiative
« discutable, mais légale dans sa forme, en une manifes-
« tation de force que rien n'excusait. « On ne pouvait plus
« mal faire, ni payer de sa personne plus à contretemps »,
« et Lucien conclura plus tard, non sans malice, « que la
« violence est mauvaise conseillère et que le génie ne
« peut pas toujours suppléer à l'expérience ».

« Que s'était-il passé dans l'intervalle, pour motiver
« l'étrange détermination de Bonaparte et la surprise légi-
« time de Lucien ?....

« A l'ouverture de la séance des Anciens qui s'était
« faite, comme d'habitude, en procession solennelle, avec
« une musique jouant « les airs chéris des Républicains »,
« Lemer cier, qui la présidait, avait donné lecture d'une
« lettre de Lagarde, secrétaire général du Directoire, an-
« nonçant la démission de quatre directeurs sur cinq, no-
« tification d'ailleurs inexacte en ce qui concernait
« Gohier.

« Au moment où les Anciens venaient de décider,
« après une délibération qui avait déjà traîné en longueur,
« de dépêcher aux Cinq Cents la délégation qu'on y
« attendait, et avaient suspendu leur séance, Bonaparte,
« sans consulter personne, avait cru bon de demander à
« être reçu. L'autorisation fournie, il entra dans la salle
« sur les 4 heures, avant que la séance fût reprise, devant
« les Anciens siégeant, en quelque sorte, en comité ou en
« commission de fait. Il était flanqué de Joseph, de
« Berthier, de Bourrienne et de deux aides de camp. Il
« donnait alors lecture d'une harangue assez singulière,
« où il se défendait de griefs qu'on ne lui faisait point et
« qui laissa aux mieux intentionnés, comme Cornudet,
« comme Cabanis, comme Daunou, comme le président
« Lemer cier lui-même, l'impression de défiance qui est

« toujours l'effet logique des plaidoyers inutiles. Certaines phrases comme celle, fameuse : « Souvenez-vous que je marche entre le dieu de la Fortune et celui de la Guerre ! » avaient même soulevé des murmures, à cause de la menace qu'elle paraissait contenir.

« Embarrassé sur la procédure à suivre, Lemer cier déclare la séance publique reprise et invite Bonaparte à s'expliquer devant les représentants. Celui-ci, de plus en plus nerveux et gêné, continue par la révélation assez vague d'un tout récent complot, par la menace imminente de faire appel à ses braves compagnons d'armes dont il apercevait d'ici les bonnets », pour le cas où l'on oserait le mettre hors la loi... Après quoi, et malgré l'exhortation pressante à tout dire que lui adresse le président, il se retire sans en ajouter davantage.

« A-t-il eu connaissance de l'incident Delbrel aux Cinq Cents ? S'en est-il inquiété au point de croire qu'il lui importait de se disculper ? A-t-il voulu presser le mouvement en jouant de son prestige personnel ?... S'émeut-il peut-être de nouvelles venues de Paris, ou de l'arrivée à Saint-Cloud de Jourdan, qu'on n'y attendait plus ? Toujours est-il que, pendant que les Anciens, d'abord interloqués, se ressaisissent, après son départ et parlent d'un message à envoyer aux Cinq Cents, pour les informer des révélations à la fois inquiétantes et incomplètes qu'ils ont reçues, Bonaparte, sans autre forme de procès, ramasse quatre hommes de sa garde et pénètre dans la salle des Cinq Cents.

« Lucien l'a vu s'éloigner, disions-nous, sans trahir son trouble. Il a tenté de rétablir l'ordre, mais il se voit bientôt environné, au bureau même, par des députés qui lui crient : « Hors la loi, Bonaparte et ses complices ! Aux voix le « hors la loi !... ». Briot, Talot, Bertrand (du Calvados) sont parmi les plus acharnés et l'injurient personnellement. Invitant alors Chazal à le remplacer au fauteuil, il s'efforce de gravir les degrés de la tribu-

« ne pour y prendre la parole. Il n'y parvient pas. Aper-
« cevant le général Frégeville, l'un des députés inspec-
« teurs de la salle, il se penche à son oreille : « Faites
« avertir mon frère que j'ai été contraint d'abandonner
« mon siège et que je requiers par vous la force armée,
« pour protéger ma sortie. Avant dix minutes, il faut in-
« terrompre la séance, ou je ne répons de rien ». Fré-
« geville part en hâte, pendant que Lucien, debout au
« pied de la tribune, écoute, dans la confusion générale,
« Digneffe, Talot, Grandmaison, Crochon, Destrem,
« Delbrel, Blin et d'autres, qui s'y sont succédé, et
« qui discutent d'une motion déclarant la nomination
« de Bonaparte, comme commandant des troupes de
« Paris, inconstitutionnelle. Il finit lui-même par se
« faire jour à la tribune et reprend son argument : « Une
« pareille démarche, si irrégulière qu'elle soit, peut-
« elle faire oublier si vite tant de hauts faits, tant de
« services à la patrie ?... » Mais on l'empêche de
« parler, et le vacarme redouble. Boulay de la Meur-
« the, qui veut le défendre, est frappé au visage. Alors,
« théâtralement, Lucien ôte sa robe rouge, la laisse,
« avec son écharpe et sa toque à plumes, sur le bord de
« la tribune et s'écrie en descendant : Il n'y a plus ici
« de liberté ; n'ayant pas le moyen de se faire enten-
« dre, votre président, en signe de deuil public, a dé-
« posé les marques de la magistrature populaire ! ».

« Ce geste à la romaine produit quelque sensation.
« A ce moment, précédé de Frégeville, l'officier qu'il
« a régulièrement requis se présente avec un détache-
« ment de soldats. C'est un jeune capitaine des grena-
« diers à pied qui forme la garde des Conseils. Il s'é-
« crie, en entrant : « Vive la République ! » On l'ap-
« plaudit, puis s'approchant de Lucien : « Citoyen
« président, me voici par ordre du général ». « Nous
« vous suivons, répond Lucien, ouvrez-nous le passa-
« ge », et il fait signe à Chazal de lever la séance. A

« peine hors de l'Orangerie, Lucien, dont la présen-
« ce d'esprit et le savoir-faire, en cette occasion criti-
« que, ont contrasté, sans nul doute, avec l'incerti-
« tude de son frère, se dirige vers les jardins. Napo-
« léon, après une sorte d'accès de fureur qui lui a fait,
« en sortant des Cinq Cents, crier : « Aux armes ! »,
« et qui l'a porté à s'égratigner le visage de ses mains,
« peut-être pour mieux convaincre ses soldats des sé-
« vices qu'il a subis, se tient maintenant, immobile et
« soucieux, au milieu de ses lieutenants. Lucien prend
« un cheval des mains d'un des dragons de Sébas-
« tiani, l'enfourche, commande lui-même un roulement
« de tambours et s'adressant aux troupes massées dans
« les jardins, leur tient un discours enflammé :

« Français, s'écrie-t-il, le président du Conseil des
« Cinq Cents vous déclare que l'immense majorité de
« ce Conseil est, en ce moment, sous la terreur de quel-
« ques représentants à stylets qui assiègent la tribune,
« menacent de mort leurs collègues et leur proposent les
« délibérations les plus affreuses.

« Je vous déclare que ces audacieux brigands, ins-
« pirés sans doute par le génie fatal du gouvernement
« anglais, se sont mis en rébellion contre le Conseil
« des Anciens, en demandant la mise hors la loi du
« général chargé d'exécuter le décret de ce Conseil,
« comme si nous étions encore à ces temps affreux de
« leur règne où ce mot de « hors la loi » suffisait pour
« faire tomber les têtes les plus chères à la patrie.

« Je vous déclare que ce petit nombre de furieux se
« sont mis eux-mêmes hors la loi par leurs attentats
« contre la liberté de leurs collègues. Au nom de ce
« peuple qui, depuis tant d'années, est la victime ou
« le jouet de ces misérables enfants de la Terreur, je
« confie aux guerriers le soin de délivrer la majorité
« des représentants du peuple, afin que, protégés con-

« tre les stylets par les baïonnettes, nous puissions dé-
« libérer en paix sur les intérêts de la République ».

« Général, et vous, soldats, et vous tous, citoyens,
« vous ne reconnaitrez pour députés de la France que
« ceux qui se rendent avec leur président au milieu de
« vous. Quant à ceux qui persisteraient à rester dans
« l'Orangerie pour y voter des hors la loi, que la for-
« ce les expulse !... Ces proscriptionneurs ne sont plus les
« représentants du peuple, mais les représentant du poi-
« gnard... Que ce titre leur reste... qu'il les suive par-
« tout... et, lorsqu'ils oseront se montrer à leur com-
« mettants, qui les désavouent, que tous les doigts accu-
« sateurs les désignent sous ce nom mérité de « repré-
« sentants du poignard ! ».

Lucien a accompagné son morceau d'éloquence d'une mimique digne de Talma. Il a montré le sang qui rougissait les joues creuses de son frère. Il a martelé de son poing le pommeau de sa selle. Sa harangue finie, il s'est fait donner une épée, en a dirigé la pointe sur la poitrine de Bonaparte et a crié qu'il la percerait de sa main s'il songeait à attenter aux libertés publiques.

Au milieu des acclamations qui saluent ce discours et cette apostrophe, si remarquables par leur vigueur et leur habileté, Bonaparte donne sèchement l'ordre de faire évacuer la salle des séances, ce qui est fait d'autant plus aisément que la plupart des députés l'ont déjà quittée, les uns à la suite de Lucien, les autres en escaladant les fenêtres qui donnent au rez-de-chaussée sur le parc, et en disparaissant dans la nuit. C'est le colonel Dumoulin, aide de camp de Brune, qui a été chargé de l'opération, mais Murat et Leclerc, par esprit de famille s'y sont mêlés pour leur compte. Sièyès peut dire, quelques instants après, à Bonaparte (l'a-t-il dit ?) : « Général, ils ont voulu vous mettre hors la loi, vous les avez mis hors la salle... ».

Il est sept heures passées. Les Anciens, eux, toujours

en séance, se sont constitués en comité général secret. Lucien, infatigable et qui « sut avoir, ce jour-là, dit Arnault, tous les genres de courage comme tous les genres d'éloquence », s'y rend et demande à être entendu. Il fait avec une flamme contenue le récit de ce qui s'est passé dans l'autre assemblée et ajoute fort adroitement :

« Je le proteste devant vous, citoyens, au nom du
« Conseil que je préside, ces constitutionnels du poi-
« gnard n'étaient qu'un très petit nombre parmi nous.
« Ils ont entraîné, par la fausse et fanatique applica-
« tion des meilleurs principes, des hommes trop faciles
« à égarer. Ils ont ébloui ces collègues généreux, dont
« j'entends déjà la voix répondre à mon appel.

« Eux et nous, nous attendons que les pères de la
« patrie s'expliquent... Ne tardez pas davantage à pro-
« clamer le résultat de vos méditations. Que les fais-
« ceaux consulaires, ce signe glorieux des anciennes li-
« bertés républicaines, se lèvent pour rassurer le peuple
« français dont le vote universel consacrerà vos tra-
« vaux ! ». Et il termine par le genre d'argument au-
quel une assemblée est le moins insensible : « Une poi-
« gnée de factieux veut tyranniser les Cinq Cents ; mais
« la majorité adhère au Conseil des Anciens et à sa
« sagesse ».

Les Anciens décrètent, sitôt Lucien reparti et sur le rapport de Cornudet, l'ajournement des deux conseils au premier nivôse et la nomination de deux commissions, une exécutive, une autre législative. Un seul membre de l'Assemblée a voté contre : Dalphonse.

(Pages 92 à 99 de ce livre remarquable.)



Napoléon et le suicide

Ceux qui sont familiers avec les détails de l'existence de Napoléon n'ignorent pas que, deux fois au moins, sinon trois, il eut le geste de se suicider. C'est dans les *Récits de la Captivité de Sainte-Hélène*, de Monthon, que l'on trouve la mention de la première tentative. Elle est de l'année 1794, soit donc de l'époque de la réaction thermidorienne. C'était le temps où, découragé par l'ineptie et les mauvais procédés d'un membre du Comité de la Guerre, le représentant Aubry, officier royaliste qui l'accusait d'être un jacobin, il avait déclaré vouloir quitter le service. Privé de tout traitement, ayant sa mère et ses deux sœurs dans la plus profonde misère, réduit lui-même, pour toute fortune, à un assignat de cent sous, il sortit un soir avec la ferme résolution de se noyer. Parvenu sur les quais de la Seine, il se disposait à en finir avec la vie, quand un inconnu, vêtu en ouvrier et qu'il avait heurté par mégarde, le regarde, puis saute à son cou, l'embrasse et, enfin, se fait connaître. C'était un ancien camarade de régiment, du nom de Desnazis qui, émigré, était rentré en France pour y voir sa mère et s'apprêtait à regagner l'étranger. Bonaparte ne résiste pas au besoin de lui confier sa triste situation et le projet qu'il va passer à exécution. Desnazis le reconforte et lui met dans les mains une somme en or, assez considérable, qu'il portait dans sa ceinture. Sauvé du besoin, on sait que Napoléon deviendra successivement général en chef de l'armée de l'intérieur, de celle d'Italie, de l'armée d'Orient, Premier Consul à vie et, enfin, Empereur des Français. Pendant tout ce temps, il n'entendit jamais parler de Desnazis, et le fit vainement rechercher. Ce ne fut que sur la fin de l'Empire, que le hasard lui apprit enfin qu'il

vivait dans une des parties les plus reculées du pays, voué à des travaux d'horticulture. Napoléon le manda auprès de lui, lui fit remettre, à titre de remboursement, 300.000 francs, le nomma Surintendant de tous les jardins de ses palais impériaux, avec traitement considérable et grandes entrées aux Tuileries. De même, il eut soin de pourvoir les principaux membres de sa famille. Qu'elle survive, c'est ce que nous croyons savoir, de source certaine. Nous n'en dirons pas davantage pour le moment, cependant.

Le baron Fain, dans son *Manuscrit de 1814*, d'autre part, nous a livré le secret de la seconde tentative de suicide de Napoléon, lors de l'abdication de Fontainebleau. Donnons-lui la parole :

« Dans la nuit DU 12 AU 13 AVRIL (1814), le silence des longs corridors du Palais est tout à coup troublé par des allées et des venues fréquentes. Les garçons du château montent et descendent. Les bougies de l'appartement intérieur s'allument. Les valets de chambre sont debout. On vient frapper à la porte du docteur Yvan. On va réveiller le général Bertrand. On appelle le Duc de Vicence. On court chercher le Duc de Bassano. Tous arrivent et sont successivement introduits dans la chambre à coucher. En vain, la curiosité prête une oreille inquiète. Elle ne peut entendre que des gémissements et des sanglots, qui s'échappent de l'antichambre et se prolongent sous la galerie voisine. Tout à coup, le docteur Yvan sort. Il descend précipitamment dans la cour, y trouve un cheval attaché aux grilles, monte dessus et s'éloigne au galop.... »

Qu'était-il donc arrivé ? Ceci : que Napoléon, qui venait, non pas une première fois, mais, enfin, de façon, cette fois, décisive, de mesurer et les hommes et l'étendue de sa chute, avait décidé d'en finir avec la vie. A l'époque de la Retraite de Russie, il s'était fait délivrer par Yvan, son chirurgien, la préparation, à base d'o-

pium, qui, indiquée par Cabanis, avait déjà servi à Condorcet, en 1794, pour se donner la mort. Il n'avait pas, depuis, cessé de la porter à son cou, ou, du moins, dans un secret de son nécessaire. Mais continuons de transcrire le baron Fain :

« Cette nuit, le moment lui avait paru arrivé de recourir à cette dernière ressource. Le valet de chambre, qui couchait derrière sa porte entr'ouverte, l'avait vu délayer quelque chose dans un verre d'eau, boire et se recoucher. Bientôt les douleurs avaient arraché à Napoléon l'aveu de sa fin prochaine. C'était alors qu'il avait fait appeler ses serviteurs les plus intimes. Yvan avait été appelé aussi ; mais, apprenant ce qui venait de se passer et entendant Napoléon se plaindre de ce que l'action du poison n'était pas assez prompte, il avait perdu la tête et s'était sauvé précipitamment de Fontainebleau. On ajoute qu'un long assoupissement était survenu, qu'après une sueur abondante les douleurs avaient cessé et que les symptômes effrayants avaient fini par s'effacer, soit que la dose se fût trouvée insuffisante, soit que le temps en eût amorti le venin. On dit enfin que Napoléon, étonné de vivre, avait réfléchi quelques instants. *Dieu ne le veut pas !* s'était-il écrié.... »

Enfin, Ach. de Vaulabelle, au tome cinquième — paru en 1849 — de sa passionnante *Histoire des Deux Restaurations*, narre, dans la note à la page 446, qu'en 1815, alors que le *Northumberland* allait appareiller pour Sainte-Hélène, l'Empereur tenait ce langage à ses compagnons d'exil : « J'ai parfois envie de vous quitter et cela n'est pas difficile : il ne faut que se monter un tant soit peu la tête. Je vous échapperais d'autant plus facilement, que mes principes intérieurs ne me gênent nullement. Je suis de ceux qui croient que les peines de l'autre monde n'ont été imaginées que comme un supplément aux attrait insuffisants que l'on nous y présente. Dieu ne saurait avoir voulu un tel contre-poids à sa bonté infinie, sur-

tout pour des actes tels que celui-ci. Et qu'est-ce, après tout ? Vouloir lui revenir un peu plus tôt... » Cependant, sur la fin de sa vie, dans les retours mélancoliques du rocher de Sainte-Hélène, s'il est vraisemblable que l'idée du suicide ait, plus d'une fois, hanté son esprit, voici les réflexions qu'à ce sujet il dicta, en 1820, à son premier valet de chambre, Marchand, et que celui-ci a publiées à la suite du *Précis sur les Campagnes de César* : « L'homme qui, succombant sous le poids des maux présents, se donne la mort, commet une injustice envers lui-même, obéit par désespoir et faiblesse à une fantaisie du moment, à laquelle il sacrifie toute l'existence à venir. On dit que l'on peut, que l'on doit se donner la mort lorsque l'on est sans espérance. Mais quand, comment peut-on être sans espérance sur ce théâtre mobile, où la mort naturelle, ou forcée, d'un seul homme change sur le champ l'état et la face des affaires ? »

Mais, à cette date, Napoléon était devenu irréductiblement fataliste. Comme il le disait à Montholon : « *Nul ne peut éviter son destin : tout est écrit là-haut* ». Et il lui rappelait les tentatives d'assassinat auxquelles il avait échappé : La Machine Infernale en 1800, Cadoudal en 1804, le garde du Corps de l'Île d'Elbe. S'il en avait réchappé, n'était-ce point, évidemment, parce que son heure n'était pas venue encore ? Ne sourions pas de cette explication, trop facile. Que savons-nous de notre destin ? Et, puisque nous avons, tous, peu ou prou, la manie de vouloir, sur le tard, l'expliquer, autant vaut, en définitive, cette explication qu'une autre, plus prétentieuse.... et non moins vaine.

Camille PITOLLET.



Si...

A-t-on assez répété avec Pascal que, si le nez de Cléopâtre eût été plus court, ou si le grain de sable de Cromwell n'eût pas abrégé sa vie, le sort du monde aurait changé ?

On peut se poser aussi la question, après avoir lu le *Mercur de France* du 15 juin 1939 ; dans ce numéro, le docteur Germain Sée, petit-fils du médecin de Napoléon III, publiait une *note* assez curieuse.

Le docteur Germain Sée raconte la consultation qui eut lieu le 1^{er} juillet 1870 à Saint-Cloud. Napoléon III fut examiné par cinq augures : Ricord, Nélaton, Germain Sée, Corvisart et Conneau. Ces derniers soutenaient que l'Empereur n'avait pas la pierre ; Nélaton hésitait ; les deux autres, affirmaient au contraire la présence d'un calcul, réclamaient l'exploration... On alla aux voix : la majorité décida que le sondage n'aurait pas lieu. L'incroyable, c'est que l'Empereur, ni sa famille ne furent mis au courant de la discussion médicale, ni du rapport rédigé par Germain Sée. On en retrouva la minute dans les papiers du docteur Conneau, lors de sa mort, en 1877, c'est-à-dire quatre ans après la fin de l'Empereur lui-même, entre les mains d'un chirurgien anglais, qui avait tenu son patient *durant trois jours* sous l'action du chloroforme ! Ce document, qui fut publié dans l'*Union médicale* (le petit-fils de Germain Sée ne doit pas l'ignorer), est d'importance vraiment historique. Si l'Empereur eût été averti de son état, que dénonçait nettement Germain Sée, il se fût rendu compte qu'il ne pouvait monter à cheval ; il n'eût pas déclaré la guerre quinze jours après, car il eût aspiré à se soigner, comme il en était temps en-

core (1). Si la guerre de 1870 n'avait pas eu lieu, celle de 1914 eût été évitée, elle aussi. Il n'y aurait pas eu de Traité de Versailles et il n'y aurait pas eu d'Hitler, pour empoisonner la civilisation de notre Europe et même du Monde.

Mais, avec des si...

C. P.



(1) Dans le très curieux volume : *L'Allemagne aux Tuileries*, publié en 1872, à Paris, chez L. Beauvais, 25, Quai Voltaire, par Henri Bordier, Bibliothécaire honoraire à la Nationale, on trouve, parmi la masse des offres faites par des Allemands à Napoléon III pour le guérir de tous ses maux, dix offres de remèdes concernant la maladie de la pierre, dont il souffrait. L'une, en date de Breslau, 1^{er} septembre 1867, émane d'un rentier de cette ville, nommé Baermann (Wilhelm) et propose de prendre soir et matin, en infusion, des graines de rosiers sauvages grillées. Une autre, provenant également de Breslau, septembre 1869 et d'un ébéniste nommé Kamitz (Karl), vante l'emploi de baies de genièvre cuites. Une troisième, émanant d'un potier d'étain établi à Paris, décembre 1869, exalte l'usage des radis noirs mangés à jeun et sans sel : le proposant se dénomme Fritz Knoblauch. Une quatrième, vantée par un marchand de Suczawa (station frontière entre l'Autriche et la Roumanie sur la ligne Czernowitz-Bucarest) du nom de Georg Sirbul, en septembre 1869, propose l'absorption de... limaçons séchés dans un pot de terre et pulvérisés. Moins empirique, parmi tous ces guérisseurs bénévoles, est, cependant, l'industriel Ignaz Strakosch, de Gross-Seelowitz, en Moravie, lequel, toujours en septembre 1869, demande humblement à l'Empereur la permission de lui adresser quelques flacons des eaux de Franzensbad, le Spa de la Bohême, qui, entre autres vertus, nous dit le célèbre médecin anglais Thomas Hawkes Tanner (*An Index of Diseases and their Treatment*, Philadelphia, Lindsay and Blakiston, 1867, page 395), « are perhaps beneficial in old rheumatic affections, gouty deposits... », etc., etc.

L'organisation militaire au temps de P. Paoli ^(a)

II

4° *Emploi des troupes payées* (33).

Les soldats payés forment les gardes des Magistrati provinciaux, du Général, du Conseil Suprême, et plus tard de la Monnaie et de l'Université. La garde du Conseil Suprême est de 9 soldats commandés par un capitaine.

Celle des Magistrati provinciaux est très variable : tantôt de 10 hommes comme celle du Magistrato du Fiumorbu, en août 1768 ; de 5 hommes comme celle du Magistrato de Bastia, en août 1766 ; ou même de 3 hommes qui est celle du Magistrato du Cap Corse, en janvier 1764.

La garde du Général est plus variable encore : parfois de 24 hommes (août et septembre 1764), parfois de 70 hommes (décembre 1765).

Quant à la garde de la « Zecca » (ou Monnaie), elle se réduit à 2 ou 3 soldats et un caporal ; chaque professeur de l'Université a un soldat pour sa garde.

b) D'autres soldats garnissent les tours et les forts ; ils y sont très peu nombreux, souvent la garnison se réduit à 2 hommes. Voici quelques exemples (34) : en août

(a) Cf. le n° 115 de la Revue ; suite de l'article publié dans ce numéro.

(33) Pour ce paragraphe les documents sont puisés aux Archives Départementales de la Corse. Carton : « Finances² » et « Armée : Rôle des garnisons et tours ».

(34) A. D. Corse. Carton : « Armée, Rôle des garnisons et tours ».

1767 : la tour de Centuri a 8 soldats, 1 capitaine, 1 sergent ; la tour de Girolata a 3 soldats, 1 capitaine ; la tour d'Ile Rousse (terre) 5 soldats, 1 capitaine ; Ile Rousse (mer) 4 soldats, 1 capitaine ; la tour de Giraglia, 1 soldat, 1 capitaine ; la tour d'Algajola, 14 soldats, 2 capitaines, 3 sergents.

Cette dernière tour vient seulement d'être enlevée aux Génois dont on craint un retour offensif ; en janvier 1768 elle n'a plus que 6 soldats, 1 lieutenant, 1 sergent. Ce petit nombre d'hommes est dû seulement au manque de soldats disponibles et, souvent, ils sont trop peu nombreux pour résister efficacement. Heureusement les Génois ne savent pas profiter des occasions ainsi offertes.

c) Le restant de la troupe fait la guerre.

De 1763 à 1768, il y a 26 compagnies commandées chacune par un capitaine. Elles se déplacent continuellement et, comme il n'y a pas de casernes, sont logées chez l'habitant.

5° *La solde* (35).

Elle est en général de :

15	<i>lire</i>	par mois pour un soldat ordinaire ;
20	»	» canonnier ;
18	»	» caporal ;
20	»	» sergent ;
25	»	» lieutenant ;
30	»	» capitaine.

Ces chiffres varient rarement, cependant nous en avons quelques exemples. A la tour d'Algajola, en septembre 1767, un soldat n'est payé que 10 *lire*, un lieutenant 20 *lire* ; au contraire à la tour d'Ile Rousse, un soldat est payé 18 *lire* ce qui amène une protestation du

(35) Les sources de ce paragraphe se trouvent aux A. D. Corse. Carton : Finances² et « Armée : Rôle des compagnies ».

Conseil Suprême : « Nous ne pouvons comprendre comment les soldats du petit ilot [d'Ile Rousse] ont sans aucun risque 18 *lire* par mois, alors que tous les autres soldats de la nation n'ont que 15 *lire* » (36).

Comment est payée cette solde?

C'est surtout pour avoir une troupe payée que l'on exige la taxe de 2 *lire* par feu. Chaque capitaine de compagnie ou commandant en chef d'une tour envoie à Paoli le rôle de sa compagnie avec le montant des sommes dues. Paoli l'envoie au Caissier du Royaume ; voici par exemple un ordre de paiement : « M. Carli, caissier public, sera content de payer au capitaine Giovanni 291 *lire* 10 sous pour la solde de sa compagnie au mois d'août dernier. — Pasquale PAOLI. ».

Parfois il envoie simplement la feuille où se trouve le montant de la somme à payer, sur laquelle il a écrit (37) : « Remis à la Caisse pour qu'elle acquitte » et signe. Sa signature est toujours nécessaire pour que le caissier paye la somme due.

La solde est loin d'être payée régulièrement ; parfois il y a des retards de plusieurs mois. Voici par exemple une lettre adressée à Paoli en avril 1766 :

« Le commandant de la tour de Girolata vient ici lui-même exiger les soldes des mois écoulés : juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre, janvier, février, mars » (38). Ainsi presque une année de retard. Paoli envoie au caissier l'ordre de payer deux mois de solde seulement, alors qu'on en doit huit.

Les soldats sont naturellement mécontents : « Nous n'avons plus que deux soldats, trois soldats sont partis parce qu'ils n'étaient pas contents de leur paye ; les deux

(36) *Lettres de Paoli*, Série II, p. 192 (Corte, 22 avril 1763).

qui restent déclarent qu'ils partiront si on ne leur paye pas la plus grande partie de ce qui leur est dû » (37), écrit le Magistrato de Balagna. Et Paoli aux Intendants de Finances : « Je ne peux plus entendre ces soldats qui, avec raison, se plaignent violemment de n'être pas payés ; la plus grande partie sont pieds nus car ils n'ont pas d'argent pour faire réparer leurs chaussures » (38).

La pénurie d'argent est telle que Paoli, désirant augmenter la paye d'un canonnier, fait renvoyer deux autres soldats (39). Parfois on les paye en nature (40), mais ce mode de paiement suscite de violentes protestations de la part des soldats ; il faut y renoncer.

6° *La discipline.*

Il est certain que dans ces conditions la discipline ne peut être très stricte.

La Consulte de Corte, en novembre 1762, précise « que les soldats doivent être soumis à une discipline rigoureuse et pour cela doivent être instruits et dirigés selon des règlements très sévères ».

On leur donne un uniforme : « Le vêtement en drap de laine noire du pays, bonnet en peau de sanglier corse, guêtres de veau, montant jusqu'au genoux » (41) ; l'armement est ainsi constitué : « Un fusil à baïonnette, deux pistolets, un poignard » (42). Les officiers se dis-

(37) Archives départementales de la Corse. Carton : Finances² et Finances³.

(38) Lettre de Paoli. Série I, p. 395 (26 octobre 1759).

(39) Lettre du 21 mars 1757 : « Je vous envoie un canonnier à qui vous payerez 20 livres par mois. Pour cela il est nécessaire que vous renvoyiez 2 autres soldats ». (A. D. Corse. Carton : Période Corse, sans date et 1736-1769).

(40) Lettre de Paoli à M. Limperani, 19 sept. 1759 : « Pour le paiement de cette carte parlez-en aux Intendants des Finances qui trouveront facilement le moyen de les payer en grains... ». (A. D. Corse. Carton : Documents non classés. Don Santoni).

(41) Ambrosi : p. 417.

(42) Boswell : O. C., p. 123.

tinguent des soldats par un petit galon au collet de l'habit.

Des ordres très sévères sont envoyés aux officiers, notamment à ceux des tours. Voici par exemple les instructions qu'envoie Paoli au commandant du château de Nonza (43) :

« Le commandant ne doit pas quitter le château sous peine de mort.

« Les soldats doivent obéir sans réplique au commandant sous peine de mort.

« Aucune personne étrangère ne peut pénétrer dans la tour.

« Parfois pour « éviter tous les scandales qu'il pourrait y avoir dans ce château, un membre du Magistrato s'y portera et demeurera dans la tour ayant le commandement suprême pour la discipline. »

« Les punitions sont rudes : un sergent, qui a laissé fuir un bandit confié à sa garde, est déclaré lui-même bandit, sa maison détruite, sa vigne ravagée » (44).

Un soldat, qui en a tué un autre, est immédiatement fusillé (45). *

C'est le Général qui a la suprême autorité et nous avons vu que les commandants lui écrivent parfois pour l'informer des punitions qu'ils infligent à des soldats coupables, et qu'il les modifie.

Cependant les soldats désertent, et le Général, lui-même, est impuissant à enrayer les désertions :

« Il y a longtemps que nous avons les compagnies pleines de canailles qui mangent notre pain en traîtres,

(43) Lettre du 11 novembre 1762. Corse. « Armée. Rôle des garnisons ».

(44) Supplique à Paoli, 23 avril 1756. (A. D. Corse. Carton : « S. Consiglio di Stato : Correspond. adressée au Général, 1752-1759 »).

(45) Lettre du 12 avril 1764. (A. D. Corse. Carton : « Correspond. adressée au Général, 1760-1764 »).

et, lorsqu'ils se voient exposés à quelques périls, s'enfuient » (46).

D'autre part leur conduite est loin d'être exemplaire, et le Magistrato de Corte écrit à Paoli : « Nos soldats devraient exécuter les ordres publics avec plus de modération, nous savons que beaucoup d'insolences ont été commises par eux contre ce pauvre peuple qui, lui aussi, se sacrifie pour la patrie, et que des meurtres en ont été la conséquence » (47).

Cependant c'est avec cette petite troupe payée, beaucoup plus qu'avec les milices, que Paoli remporte des succès.

Le courage des miliciens, comme celui des mercenaires (en général, car il y a quelquefois des traîtres et des lâches parmi ces derniers), provoque l'admiration des Français.

Nous avons vu que Paoli, de son propre aveu, n'a pas une grande valeur militaire, mais il est secondé par de bons capitaines : Baldassari, Vinciguerra, Battisto Buttafuoco (48) surtout dont la mort accidentelle, en 1764, causa à Paoli un grand chagrin, Murati, enfin, le conquérant de Capraja, dont Bonaparte dira, en 1791 : « Il ne lui manqua pour être Turenne que des circonstances et un théâtre plus vaste » (49).

(46) Lettre du 28 avril 1754 : *Lettres de Paoli*, série II, p. 655.

(47) Lettre du 24 sept. 1764. A. D. Corse. Carton : « Correspond. adressée au Général, 1760-1764 ».

(48) Il y eut durant cette période plusieurs Buttafuoco qui jouèrent un rôle important. D'abord : Antoine Buttafuoco, dont nous avons le *Journal* jusqu'en 1756 ; puis Battista Buttafuoco, qui fut surintendant des finances, puis colonel à partir de 1762 ; enfin Mathieu Buttafuoco, colonel du Royal-Corse de France, qui rentre en Corse en 1764. C'est lui qui demande une Constitution pour la Corse à J. J. Rousseau et est l'intermédiaire entre Paoli et Choiseul.

(49) Lettre à Mathieu Buttafuoco dans *Fragments pour servir à l'histoire de Corse...*, p. 168.

Murati avait conquis l'île de Capraja, colonie génoise, en mai 1767, donnant ainsi une colonie au Royaume de Corse

Mais l'armée n'est pas la seule préoccupation de Paoli ; il essaye aussi d'organiser la défense des forts.

III. — L'équipement des tours et des forts

L'artillerie manque ; le gouvernement achète des canons quand il le peut, en reçoit quelques-uns, envoyés de Livourne par les Corses résidant à l'étranger. Mais jamais les forts et les tours n'eurent assez de canons ; lorsqu'on commence à armer les corsaires, on les dégarrit. Il est certain que les Gênois, avec un peu d'audace, auraient eu de faciles succès.

Julie BATTESTI,
Agrégée de l'Université.

*
* *

Ceux qui ont lu cette étude auront vu qu'après avoir organisé les milices, qu'on pourrait qualifier de républicaines, la confiance que Pascal Paoli avait eue en leur valeur diminua considérablement et qu'il s'efforça de plus en plus de faire appel à des troupes soldées ou de métier, même à des mercenaires.

A.-A.-R.



Le Directeur-Gérant,
A. AMBROSI.

ANCIENS COLONIAUX D'INDOCHINE

les quotidiens coûtent cher

Abonnez-vous à

La Renaissance Indochinoise

18 pages illustrées, toutes les nouvelles

Un an : **70 francs** — Six mois : **36 francs**

Ecrire à **FRANC BARTOLI**, 10, Rue Guy-de-la-Brosse,
PARIS-V°.

CASE A LOUER

A la demande d'un

CAP

on doit obligatoirement servir

LE

CAP CORSE

L.-N. MATTEI



Liqueur cedratine
Exquise et digestive
Cédrats confits

CHEZ VOUS

Jeunes gens, jeunes filles, adultes, il est facile de préparer
rapidement et par **CORRESPONDANCE**

Sous la direction de Professeurs spécialisés
ou de Professeurs agrégés des Lycées de Paris

- 1° **les examens de l'enseignement primaire, primaire supérieur et secondaire**, (certificats, brevets élémentaire et supérieur, baccalauréats ancien et nouveau régime, école coloniale, écoles d'agriculture, etc.), préparation partielle ou complète.
- 2° **toute situation commerciale, financière et industrielle** (aide-comptable, teneur de livres, caissier-comptable, correspondant en langue française ou étrangère, sténo-dactylographe, dessinateur-industriel, etc., etc.)
- 3° **tous les concours administratifs** : (ministères, chemins de fer, Banques, Postes et Télégraphes, douanes, préfectures départementales, préfectures de police et de la Seine, inspection du travail, caisse des dépôts, contributions directes, Assistance publique, Trésoreries générales (France et colonies), Octroi de Paris, Société du Gaz, etc., etc.)
- 4° **les carrières militaires suivantes** : de l'armée active (peloton des élèves officiers de réserve E.O.R., Ecoles de sous-officiers, Ecoles d'Officiers de Saint-Maixent, Saumur, Poitiers, Versailles, et de Gendarmerie, Adjutants d'administration du génie, agents et sous-agents militaires ;
de l'armée de réserve (attachés d'intendance, sous-lieutenants d'administration du service de l'intendance et du service de Santé). Devoirs corrigés par des militaires.

Détachez cette page de la Revue et **envoyez-la** sous enveloppe affranchie, avec votre nom et votre adresse, en soulignant l'indication de l'examen que vous désirez préparer

Aux Cours PIGIER, 53, Rue de Rivoli, Paris (1^{er})

vous recevrez aussitôt, sans engagement et sans frais,
le programme et tous renseignements.

L'apéritif incomparable

DAMIANI

CAP CORSE 18°

Rouge ou Blanc

CASE A LOUER

